

Le « procès du communisme » et les formes de la rhétorique de l'« anticommunisme » dans la presse intellectuelle roumaine au début des années 1990

Camelia Runceanu

Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme
et la Mémoire de l'Exil Roumain

Résumé : Sous l'emprise de l'urgence, à la suite de la démission du communisme, des intellectuels autonomistes d'avant 1989 se mobilisent au nom de la morale. Le regroupement d'intellectuels permet de mettre en valeur le capital moral qu'ils cumulent et que certains ont obtenu avant 1989 et le volume du capital symbolique en procédant à une réévaluation du capital culturel acquis sous le communisme pour s'engager au nom des valeurs intellectuelles. L'affirmation collective des intellectuels suppose la construction d'une identité commune qui est en rapport avec l'évaluation du passé. Cet article présente une première étape dans le travail de construction d'une identité commune et de légitimation des engagements intellectuels qui consiste dans le recours à la mémoire individuelle au moment même de la restructuration de l'espace politique et dans la formulation du « procès du communisme » comme procès « moral ». Le témoignage est une forme prise par le travail de mémoire qui prend une place importante dans les stratégies discursives de légitimation de la position des intellectuels, des revendications d'un rôle politique par des intellectuels consacrés sous le communisme et des intellectuels autonomistes de la période communiste. Le travail de mémoire qui nous est présenté sous diverses formes s'inscrit et fonde l'objectif principal de ces intellectuels, à savoir faire le « procès du communisme ».

Mots clés : intellectuels, engagements, communisme, (auto)biographie, archives de soi, procès, anticommunisme

Le contexte politique, à savoir la chute du régime communiste, permet aux écrivains et aux scientifiques de s'exprimer sur les choses politiques et en faisant cela d'influer sur l'évolution du champ politique¹. Mais l'ouverture de nouvelles possibilités pour les intellectuels, de la création de nouvelles revues jusqu'à l'occupation des postes dans les structures politiques en passant par la création de nouveaux organismes autonomes, et le renouvellement de l'espace scientifique, ne saurait expliquer les modalités dont les intellectuels ont manifesté le pouvoir conquis après 1989 et notamment au début des années 1990. Dans la situation de la disparition du régime de Ceausescu, dans le contexte de la tombée du rideau de fer, de l'ouverture à l'espace international et de l'installation des régimes qui poussent les leaders de la dissidence au devant de la scène politique, des intellectuels roumains, homologues des intellectuels dissidents de l'Europe de l'Est, ont constitué un groupement informel. La surpolitisation des enjeux spécifiques qui résulte des préoccupations nouvelles pour les choses politiques et d'un nécessaire repositionnement des intellectuels dans le postcommunisme se traduit, entre autres, par l'apparition d'un groupement qui se présente en participant au processus de démocratisation². L'apparition du Groupe pour le dialogue social (GDS)³ comme groupement d'intellectuels rassemblant des opposants, des dissidents, des écrivains et/ou des scientifiques des plus notoires de la période communisme est le signe de politisation des champs de production culturelle en Roumanie après la chute du communisme⁴.

¹ La catégorie des intellectuels désigne dans cette perspective les personnes qui transfèrent leur capital de notoriété, gagné dans leur contexte d'appartenance professionnelle, dans l'espace public pour revendiquer un droit d'intervention dans les affaires publiques. Charle 1990.

² « La Déclaration du Groupe pour le dialogue social », 22, 1, le 20 janvier 1990.

³ Le Groupe de dialogue social (GDS) est le premier groupement apparu publiquement après la chute du communisme, le dernier jour de 1989, réunissant des producteurs culturels de la période communiste. Tous les membres fondateurs du GDS ne sont pas des « intellectuels ». Encore que des membres fondateurs, à quelques exceptions près, si on laisse de côté ceux qui seront parmi eux grâce à leur proximité avec certains membres fondateurs, la grande majorité d'entre eux ont publié avant 1989. Parmi eux on compte les plus célèbres des rares opposants et dissidents. Certains sont déjà bien connus au public, d'autres, peu nombreux, ont agi, à une exception près, selon des modes d'action politique proprement intellectuels pour critiquer des institutions du régime communiste. Le GDS est le premier groupement d'intellectuels créé en tant qu'association civique qui perdure jusqu'à présent. Lieu de rencontre entre des intellectuels et des politiques après 1989 et lieu de socialisation politique pour nombre d'intellectuels dans les années 1990, il a dominé le champ intellectuel roumain après 1989. La tribune du GDS, l'hebdomadaire 22, plus connue comme la « revue 22 », apparaît comme l'espace privilégié où les membres du GDS ou la plupart d'entre eux se réunissent. Le premier numéro de 22. *Publicatie saptamanala editata de Grupul pentru dialog social* [Hebdomadaire édité par le Groupe pour le dialogue social] paraît le 20 janvier 1990.

⁴ Ce texte est issu d'une étude qui porte sur l'espace intellectuel roumain après 1989 et notamment sur le GDS. L'enquête ethnographique a constitué une des méthodes principales utilisées pour cette étude. En acceptant de discuter du GDS (et de sa tribune) et de leurs

Suite aux événements de 1989, la tendance à une reconfiguration des appartenances intellectuelles au détriment des anciennes institutions à vocation culturelle (littéraires, artistiques, académiques) se manifeste en étroite liaison avec les représentations chez des intellectuels de leurs rapports avec le pouvoir communiste. L'éclatement des anciennes alliances et des anciennes appartenances s'accompagne du désir d'affirmer sur la scène publique ce qui se trouvait au stade du refoulé ou ce qui était dit dans les cercles plus étroits. Les concurrences qui se déploient largement pendant le communisme au sein du champ littéraire⁵, les conflits entre des intellectuels, qui restent peu visibles au large public sous le communisme, entre universitaires, scientifiques et/ou écrivains, se manifestent au grand jour après 1989 dans les conditions de la libéralisation politique par l'intermédiaire du journalisme. Le fait de se regrouper contribue au renforcement de la position qu'ils occupaient avant 1989 et la légitimité de prendre position sur l'actualité politique par les divers moyens que leur procure l'appartenance à un groupement qui construit sa position en s'appuyant sur le capital moral⁶ que certains membres du GDS ont acquis pendant la période communiste. A la faveur de la position dominante du GDS pendant la période postcommuniste, les intellectuels du GDS, chacun selon le capital qu'il peut mobiliser (capital culturel⁷ ou capital symbolique accumulé avant 1989⁸, capital moral et capital social⁹), dans le cadre de leurs

activités spécifiques, des membres fondateurs du GDS et/ou des rédacteurs de 22 ont pu préciser certains événements de la vie du groupe et de la vie politique postcommuniste et éclairer des prises de position individuelles ou du groupe. Remerciements à Gabriel Andreescu, Radu Filipescu, Doina Cornea, Andrei Pippidi, Sorin Vieru, Gabriela Adamesteanu, Mariana Celac, Stelian Tanase, Bogdan Ghiu et Rodica Palade.

⁵ La position dominante du champ littéraire est visible notamment dans l'attrait qu'il exerce sur les scientifiques d'une formation humaniste, les intellectuels les plus prétendants, pour lesquels une position plutôt marginale dans le champ scientifique (chercheur dans les instituts de l'Académie roumaine et ensuite chercheur dans les instituts des académies spécialisées créées sous le communisme) ne correspond pas à leurs attentes. Les concurrences entre les intellectuels, universitaires, scientifiques et/ou écrivains, se déploient ainsi au sein du champ littéraire, à travers une production qui n'est ni scientifique, ni littéraire, l'essai.

⁶ L'emploi de la notion de « capital moral » sert à définir le capital symbolique accumulé par ceux qui se sont opposés ou se sont confrontés au pouvoir communiste et qui se définit dans la plupart des cas à l'opposé du capital politique acquis dans « les appareils des syndicats et des partis [et qui] se transmet à travers le réseau des relations familiales, conduisant à la constitution de véritables dynasties politiques ». Bourdieu 1996 : 9-29 et 31-35 ; Bourdieu 2000 : 99-107.

⁷ Par le terme de « capital culturel » nous désignons ici aussi bien le capital culturel hérité (à l'origine) que le capital scolaire (acquis). Quoique, à une analyse plus fine, il s'impose de distinguer entre capital culturel hérité, aussi bien incorporé (dispositions) et objectif, et capital scolaire (diplômes obtenus). Bourdieu 1979 : 11-13 et 89. De plus le terme de « capital culturel » est utilisé ici pour parler des intellectuels qui pendant la période communiste peuvent cumuler capital scientifique et capital littéraire, car certains ont reçu leur consécration comme auteurs d'études philosophiques ou historiques tout en étant aussi auteurs d'ouvrages primés par l'Union des écrivains.

⁸ Bourdieu 1996 : 9-29 et 116-133.

⁹ Bourdieu 1980.

activités spécifiques, contribuent à la construction d'une mémoire historique, dans un premier temps à travers sa tribune, la publication 22, puisque des « groupes [...] tiennent [...] pendant une période, le sceptre des mœurs et [...] façonnent l'opinion suivant de nouveaux modèles¹⁰ ».

Le processus de recomposition du champ politique et l'ouverture d'un large « champ des possibles¹¹ » aux intellectuels et/ou au prétendants intellectuels associés à l'hétérogénéité des participants au GDS conduisent à de nouvelles ruptures et de nouvelles alliances ayant comme base les représentations chez des intellectuels quant à leur rôle et la manière dont certains des plus notoires membres du GDS comprennent se définir en opposition aux politiques « néocomunistes ». Les intellectuels, des plus notoires de la période postcommuniste (jeunes et moins jeunes), ceux qui ont manifesté explicitement leur engagement¹² ou leur adhésion à la vision dominante, à savoir l'anticommunisme, tendent à imposer l'image des intellectuels qu'ils se sont découverts sous l'impulsion des événements et suivant les demandes du public des aptitudes nouvelles, à savoir une « vocation » politique. Le GDS procède à la mise à distance des prises de position qui contredisent la vision dominante à laquelle les membres participent en fonction du poids de leur capital spécifique (littéraire, scientifique, etc.)¹³, c'est-à-dire du capital symbolique (renforcé et soutenu par le capital social). Ceux qui dominent le champ intellectuel après 1989, dont les plus notoires sont des membres fondateurs du GDS, sont des écrivains, des historiens de l'art ou des philosophes qui ont acquis leur notoriété en tant qu'écrivains.

Leurs homologues, en Europe de l'Est, les leaders de la dissidence sont des nouveaux leaders politiques, animent et créent de nouvelles organisations politiques, ont été des interlocuteurs des politiques communistes, après une confrontation avec ceux-ci, et ont eu le soutien de la population. En

¹⁰ Halbwachs 1997 : 113

¹¹ Bourdieu 1979 : 122.

¹² Ce texte traite de l'« engagement intellectuel » dans la perspective adoptée par l'histoire sociale et en sociologie, selon laquelle « l'orientation politique de ces prises de position, et même leurs formes [...] s'expliquent avant tout par la position de chacun de ces intellectuels au sein de leur espace professionnel respectif » (Matonti et Sapiro 2009 : 5-7). Sont présentés ici des engagements des intellectuels du courant de l'« anticommunisme » en Roumanie après 1989, diverses modalités et formes d'intervention politique des intellectuels roumains au tout début des années 1990, qui varient selon le capital symbolique spécifique et, dans certains cas, aussi le capital moral obtenu avant 1989 et la spécialité (Sapiro 2009 : 9-14). Si les membres du GDS peuvent adopter simultanément des postures différentes, et non seulement au début des années 1990, cela est dû aussi à leur appartenance au GDS, à leur participation à cette forme d'engagement collectif qu'est le groupement d'« intellectuels de diverses professions » (22, 1, le 20 janvier 1990).

¹³ En fonction du moment, de l'état du champ intellectuel et des enjeux en lutte, le capital scientifique peut être plus valorisant, en d'autres circonstances, c'est le capital littéraire (propriétés incorporées et/ou objectivées) qui est plus « pertinent ». Bourdieu 1979 : 89 et 127.

Roumanie, rien de tout cela ne s'est pas passé : absence d'une dissidence coordonnée, des gestes seulement (lettres individuelles ou collectives surtout) et notamment des revendications professionnelles, liées aux contraintes qu'ils ont subies pour déployer leurs activités. Confrontés à l'espace international, devant l'ouverture à l'Occident, ils doivent justifier la « spécificité roumaine ». Et ils procèdent à la justification de l'absence d'un mouvement dissident du monde intellectuel au temps du communisme en publiant des témoignages des rares dissidents ou opposants au régime¹⁴ et des victimes de la première période communiste mais aussi d'autres intellectuels de la période communiste et des intellectuels de l'exil.

On s'intéresse ici à l'imbrication des logiques intellectuelles (qui tiennent au fonctionnement du champ intellectuel) et des logiques politiques dans la construction d'une identité commune¹⁵ permettant aux écrivains et/ou scientifiques parmi les plus notoires, aux dissidents intellectuels et aux opposants au régime communiste de se créer une position qui contribuent à la transformation des rapports de force, d'un côté, au sein du champ proprement intellectuel et, d'autre côté, dans le champ politique.

Inscrire, replacer sa mémoire individuelle en celle collective en l'adaptant aux nouveaux enjeux du moment, celle que le GDS contribue à imposer, devient marque de sa rupture d'avec le passé communiste. Les jugements éthiques l'emportent souvent dès qu'il est question de traiter de la période communiste, des hommes politiques et des attitudes des intellectuels. En même temps ceux dont les souvenirs ne tendent pas à s'accorder aux représentations dominantes du GDS sont enclins à dépersonnaliser leurs prises de position et à adopter la posture du scientifique en mettant en avant la compétence et/ou le savoir acquis en autodidacte dans d'autres milieux.

Le recours à la mémoire sert dans le même temps au travail de légitimation de leurs revendications ayant comme but le renforcement de leur position ou la construction d'une nouvelle position dans un des champs de production culturelle. Le recours à la mémoire individuelle parvient à l'imposition d'une mémoire collective qui permet aux écrivains ou aux scientifiques-écrivains de reconvertir leurs pratiques proprement intellectuelles en capital moral pour légitimer leurs prises de position politiques et asseoir leur position

¹⁴ Par les termes d'« opposant » et de « dissident » nous entendons distinguer entre ceux qui ont été des membres du PCR et ceux qui ne l'ont pas été.

¹⁵ C'est du discours identitaire, des membres du GDS et de ses collaborateurs, qu'il est question dans cet article, des revendications d'un rôle politique par des intellectuels, collectivement, en tant que groupe, mais aussi des stratégies identitaires des membres du GDS et de ses collaborateurs (rédacteurs de 22 surtout) qui se définissent compte tenu des enjeux du moment et, selon les cas, pour le champ intellectuel et pour le champ politique, et s'essaient de redéfinir le « champ du pensable politiquement [...], la problématique légitime » (Bourdieu 1979 : 465). Sur le travail de construction de l'affirmation identitaire, sur la littérature comme « instrument [...] de la domination politique et symbolique » et sa « puissance subversive » voir Serry 2001 : 5-14.

dans un champ spécifique. Le capital moral est important pour maintenir ou renforcer sa position dans le champ intellectuel. Quand le capital moral se trouve dévalorisé ceux qui ne réussissent pas à ajuster leurs capacités aux nouvelles demandes, à savoir les demandes de compétences ou de savoirs dans le domaine politique ou économique, sont marginalisés.

De manière globale, on pourrait dire que ceux qui sont des littéraires ou des essayistes semblent être plus disposés à recourir à la mémoire individuelle. Les plus jeunes intellectuels (écrivains, historiens de l'art, critiques littéraires, philosophes, sociologues etc.) qui ne peuvent pas compter sur un fort capital symbolique doivent s'appuyer sur le capital symbolique et le capital social que leur procure l'appartenance au GDS. Le GDS joue la fonction d'instance légitimante dans le champ intellectuel comme dans celui politique¹⁶. L'appartenance au GDS leur procurent les moyens pour renforcer leur position après 1989, se faire connaître dans l'espace politique ou se faire reconnaître dans l'espace intellectuel, s'investir dans de nouvelles activités (journalisme politique, télévision, sondage, fondations, éditions et politique). Si on considère globalement le poids du capital moral dans la position des intellectuels et l'évolution de leur position dans le champ intellectuel, le capital moral se trouve dévalué, il perd de sa valeur à travers le temps, il est concurrencé par le capital spécifique accumulé déjà avant 1989 par certains intellectuels (du GDS) mais aussi par le capital spécifique (symbolique) que la plupart se procure en fonction du domaine et du secteur culturel où ils s'investissent dans des activités spécifiques après 1989. Si le capital symbolique détenu par certains intellectuels notoires vers la fin du régime communiste s'accroît après 1989, les plus jeunes, en fonction des alliances qu'ils nouent ou entretiennent à la faveur de leurs activités et de leurs sujets d'intérêt proprement intellectuel accumulent eux aussi du capital symbolique.

Que ce soit des philosophes-écrivains ou des essayistes qui parlent d'un « projet typique d'intellectuel humaniste, illuministe » ou de ceux qui se présentent en spécialistes du « phénomène communiste » ou du « bolchévisme », les intellectuels du GDS soutiennent la nécessité d'une discussion sur le passé puisque « la situation actuelle » est le résultat du communisme surtout qu'on constate l'existence de la « continuité » ou des « continuités »¹⁷. Le travail de mémoire qui nous est présenté sous diverses formes s'inscrit et fonde l'objectif principal de ces intellectuels, à savoir faire le « procès du communisme ». Cet objectif que les intellectuels se donnent sert à construire une identité commune sous l'emprise de l'urgence, d'ajuster leur position à la suite des changements politiques. Le facteur externe intervenant dans le champ intellectuel, à savoir la chute du communisme, se traduit par la nécessité de l'évaluation du passé communiste et des rapports que les intellectuels ont entretenus avec

¹⁶ Une autre instance légitimante est la Radio Free Europe.

¹⁷ 22, 11, le 30 mars 1990.

le pouvoir communiste. Il nous intéresse ici de reconstituer l'apparition de ce « projet » et la manière dont il se construit au début des années 1990, les termes et l'évolution des sujets qui y seront inclus en appuyant l'imposition de l'« anticommunisme » comme identité et vision de ces intellectuels qui est représentative du courant dominant après l'effondrement du régime communiste. Il s'agit ici d'analyser l'émergence de cette catégorie, celle d'« anticommunisme », qui avait contribué à rendre plus visibles les intellectuels du GDS et à laquelle d'autres ont apporté leur contribution, parfois en lui donnant de nouveaux sens pour élargir son champ d'application.

Mémoire collective et passé récent

Les écrits de mémoires, les textes autobiographiques répondent aux nouvelles demandes qui apparaissent à la suite de la libéralisation politique après 1989. Cet intérêt pour le passé récent ne pourrait pas être appréhendé sans l'intérêt accru pour l'actualité politique notamment dans la période qui suit la chute du communisme et le succès auprès du public que peut procurer le récit politique marqué par le retour au passé. D'une manière ou d'une autre, dans différents types de production culturelle, chez bon nombre d'intellectuels de la période communiste, et dans une plus large mesure chez ceux qui ont reçu leur consécration dans le champ littéraire, on constate la préoccupation pour le travail de mémoire et l'usage de l'autobiographie. Plusieurs membres du GDS ont consenti après 1989 au « pacte autobiographique¹⁸ » en publiant une vaste production qui s'inscrit dans « l'espace autobiographique¹⁹ » : mémoires, autoportrait et essai biobibliographique, biographie, essai, pamphlet. A ces pratiques d'écritures auxquelles s'adonnent non seulement les intellectuels, mais aussi des politiques, il correspond dans le champ éditorial des stratégies qui confèrent aux écrits de mémoires une place importante. Selon certains auteurs (ayant publié avant comme après 1989), il s'agirait simplement de suivre les préférences du public. Mais il s'agit aussi de se faire procurer une légitimité, de plus, le retour au passé fonctionne comme adjuvant – remplaçant des projets d'un autre type ou le regard au présent du scientifique – de leur nouvelle posture, celle d'un intellectuel qui discute devant un public assez large (journalisme, télévision ou tribune de la rue). Le récit sur le passé et le retour au passé témoignent de la politisation accrue des domaines proprement intellectuels. Comme ils prétendent jouer un rôle politique (comme membres du GDS et non seulement) et notamment lorsqu'ils se posent en concurrents des politiques au nom des valeurs intellectuelles, les intellectuels mettent en avant leur rupture d'avec le passé.

Si pendant le communisme, le type de production culturelle qui domine c'est la littérature, après la chute du régime communiste, l'essai politique

¹⁸ Lejeune, P., 1975 : 42.

¹⁹ Lejeune, P., 1975 : 15.

et le genre autobiographie prévalent et dans la plupart des cas, ces deux types d'écriture s'entremêlent, tant sur le plan de l'écriture que sur celui de la communication orale. La surabondance d'écrits de mémoires, le recours prévalent à la biographie et à l'autobiographie, notamment chez les intellectuels les plus notoires de la période postcommuniste (chez ceux qui sont déjà connus depuis la période communiste mais aussi chez ceux qui le deviennent après 1989), survient après la période communiste quand les écrits de fiction ont dominé la production culturelle roumaine.

La presse littéraire est préoccupée à traiter de la politique, les écrivains bien que beaucoup moins préoccupés par des sujets politiques durant la période communiste se dédient au journalisme. L'urgence de se positionner face aux transformations politiques, l'ouverture de nouvelles possibilités amènent à la reconversion du capital et des compétences obtenues avant 1989. Les intellectuels (écrivains, scientifiques ou universitaires) se sentent appelés, se sentent poussés, comme certains le déclarent, ou pressés par les autres à se positionner. Certains, des plus jeunes, le feront en se rapprochant de différents acteurs politiques ou, en militants de la société civile, encourageant la création d'organisations politiques. Plus tôt ou plus tard, surtout les moins jeunes mais aussi des jeunes, vont consentir au « pacte autobiographique ». Le moment de la publication de leurs témoignages est fonction des expériences faites avant 1989, de leur position comme de leur production (types de textes ou de production discursive²⁰).

La lecture des textes parus dans 22 qui sont autant de prises de position politiques (dans la plupart des cas aussi des prises de position intellectuelles) et de leurs ouvrages parus après 1989 permet d'observer l'évolution du recours à la mémoire individuelle ou collective, de la construction d'une identité intellectuelle en rapport avec l'évaluation du passé et du travail de légitimation de leurs prises de position et de leurs positions dans la période postcommuniste en rapport avec l'évolution du champ politique. On distingue ainsi plusieurs étapes dans la production et l'appropriation d'une vision qui fait l'identité du Groupe. La publication des textes appartenant à la catégorie d'« archive de soi²¹ » et le recours à la mémoire individuelle est la première étape, cette production s'apparente à la « littérature de tiroir » dont certains intellectuels discutent aussi dans 22. Le témoignage²² est une autre forme prise par le travail de mémoire qui prend une place importante dans les stratégies discursives de légitimation de la position du GDS, dans un premier temps à l'impulsion des intellectuels de l'exil et ensuite à la demande d'autres intellectuels proches du GDS ou face à des critiques. Les témoignages surviennent aussi quand ils sont confrontés aux prises de position des intellectuels étrangers et/ou en présence de l'intérêt que ces derniers leur portent.

²⁰ Dubois et Durand 1988.

²¹ Artières et Kalifa 2002.

²² Artières, Farge, Laborie 2002.

L'investissement du travail de mémoire prend alors plusieurs sens en fonction des enjeux et des espaces où il se produit, ce qui impose de distinguer entre divers usages du témoignage. Les effets produits sur le GDS par cet appel au témoin sont d'autant plus visibles que la mémoire apparaît comme instrument de légitimation. Les témoignages (des membres du GDS et/ou des intellectuels de l'exil) associés aux stratégies d'une réappropriation ou de récupération des références culturelles (auteurs devenus des classiques de la philosophie roumaine, auteurs marginalisés pendant le régime communiste, etc.)²³ conduisent les intellectuels à procéder à une réévaluation, un regard rétrospectif sur leurs pratiques intellectuelles de la période communiste. Les réévaluations des pratiques intellectuelles, des institutions spécifiques ou des disciplines, sont à appréhender en lien avec des évolutions de l'après 1989, des changements qui se produisent au sein de ces mêmes espaces au tout début des années 1990. Il faut mentionner que ces tentatives de produire des analyses ne se limitent pas aux intellectuels du GDS mais elles appartiennent à tous ceux qui sont entrés dans le monde intellectuel pendant la période communiste, et notamment aux écrivains ou critiques littéraires, ainsi qu'à des prétendants au statut d'intellectuel ou impétrants de la dernière période communiste, faisant leur début éditorial ou leur entrée en politique dans la période suivante.

Les intellectuels sont amenés à recourir à la mémoire individuelle ou à une mémoire collective qui se construit au fur et à mesure avec la contribution des plus connus membres du GDS et avec l'apport des intellectuels de l'exil. Aux côtés des membres du GDS, les intellectuels, prétendants au statut de membre du GDS, dont certains font partie du comité rédactionnel de 22, et certains intellectuels de l'exil participent à construire la position du GDS comme groupe « indépendant²⁴ » rassemblant des intellectuels qui ont manifesté, d'une manière ou d'une autre, leur distance vis-à-vis du régime communiste.

Cet article présente une première étape dans le travail de construction d'une identité commune et de légitimation des engagements intellectuels qui consiste dans le recours à la mémoire individuelle au moment même de la restructuration de l'espace politique et dans la formulation du « procès du communisme » comme « procès moral ».

Archives de soi. Autobiographie et mémoire collective

Le GDS s'intéresse aux membres de l'exil et notamment à leurs productions qui datent de la période communiste. Du témoignage fait par une écrivaine roumaine qui habite en Allemagne, qui publie dans 22, on apprend que, à ses débuts, le GDS est « à la recherche de prose nouvelle ou de textes qui n'ont pas été publiés jusqu'à présent, [il] désire publier des textes [...] fragments d'une

²³ Voir Durandin 1992.

²⁴ 22, 1, le 20 janvier 1990.

écriture de mémoires parue dans la presse de l'exil²⁵ ». Pendant l'année 1990 la publication du GDS comprend des textes publiés par des exilés roumains dans la presse étrangère. Ils discutent de la situation des écrivains roumains sous le communisme, de leurs propres expériences ainsi que des dissidents intellectuels de la dernière période du communisme. L'hebdomadaire 22 publie des membres de l'exil roumain et surtout des intellectuels de l'exil proches depuis la période communiste des écrivains et philosophes qui sont restés en Roumanie. A une seule exception près, les membres de l'exil sont cooptés dans le GDS plus tard, dans les années 2000, lorsqu'ils reviennent dans le pays pour y rester, conformément à la règle informelle établie lors de la création du GDS (précisément par un membre de l'exil parisien). Plusieurs intellectuels de l'exil se rapprochent du GDS dès le début des années 1990. L'influence des intellectuels de l'exil au sein du GDS, sur le GDS et implicitement dans le champ intellectuel, dépend de leur proximité avec les membres les plus notoires du GDS.

Selon les périodes, les moments du champ intellectuel, un capital spécifique peut être plus valorisant qu'un autre : capital littéraire ou capital scientifique. Mais le capital scolaire ou symbolique acquis à l'étranger est toujours valorisant, très valorisant surtout au début des années 1990 et valorisé aussi par l'intermédiaire de 22. Durant la période communiste les intellectuels de l'exil ont contribué par leurs relations dans les milieux étrangers et par leurs prises de position politiques mais aussi littéraires à soutenir le pôle autonomiste du champ littéraire ou des opposants. Sont plus proches du GDS les intellectuels roumains travaillant à Radio Free Europe et les intellectuels, militants dans des organisations civiques. Les auteurs de la période communiste qui se sont exilés et/ou qui résident à l'étranger travaillant dans le secteur médiatique participent eux aussi à la construction d'une parole dissidente dans la Roumanie communiste. Tout comme au sein du GDS, parmi les intellectuels de l'exil, qui entretiennent des relations avec les intellectuels du GDS, il y a des critiques littéraires et des scientifiques. Ces intellectuels participent de par leurs prises de position publiées dans 22 et parfois par leurs autres travaux au travail de construction d'une identité du GDS et au prestige de sa publication (dans des milieux avisés). Les intellectuels du GDS et ceux qui se rapprochent du GDS s'appuient sur le soutien des intellectuels de l'exil pour s'adapter à la recomposition de l'espace politique mais aussi aux difficultés que supposent la libéralisation économique pour les écrivains et les journalistes après la chute du communisme. Le fait de soutenir le GDS par leurs contacts avec l'étranger et/ou par leurs activités intellectuelles de la période communiste ou de par leurs prises de position les place comme participants à la position du GDS, au même titre que les intellectuels du GDS les plus reconnus.

Les intellectuels de l'exil sont intéressés tout comme les intellectuels qui se trouvent en Roumanie à se faire reconnaître ou à renforcer le capital symbolique qu'ils ont pu accumuler dans la période communiste. Les intellectuels de

²⁵ Mariana Sora, « Lettre ouverte à la revue 22 », 22, 9, le 4 février 1990.

l'exil qui exercent la plus grande influence sur le GDS sont de ceux qui bien avant la chute du communisme ont soutenu de par leurs activités (dans les médias étrangers, dans les milieux intellectuels ainsi que dans ceux politiques) certains futurs membres du GDS (certains intellectuels, les dissidents et certains opposants) et qui, après 1989 procurent au GDS, mais aussi surtout à certains de ses membres, les moyens pour renforcer leur position. Ce sont des intellectuels de l'exil, des plus notoires pour avoir soutenu la dissidence intellectuelle surtout, qui professent après 1989 la nécessité de porter témoignage des expériences sous le communisme après 1989²⁶.

Dans 22 sont publiés des écrivains ou critiques littéraires qui ont contribué à faire connaître la situation des intellectuels en Roumanie sous le communisme. La revue du GDS s'intéresse aux intellectuels qui se sont exilés à la suite de leurs protestations contre le régime communiste. Mais aussi des écrivains ou des chercheurs, qui suite à leur relative marginalisation, quittent la Roumanie dans les années 1980. A l'étranger, par le biais des médias (revues, radio), ils se consacrent à faire connaître le cas du communisme roumain et en faisant cela à se faire reconnaître²⁷.

Ceux qui sont connus pour avoir critiqué le régime communiste et du fait de leur confrontation avec le régime et ceux qui ont soutenu de l'étranger des opposants du régime communiste sont présentés et présentent leurs activités lors des entretiens faits par des membres moins notoires du GDS ou par des membres de la rédaction de la revue. Ils n'interviennent que rarement en leur nom propre, dans la plupart des cas, ils le font en étant appelés par les membres de la rédaction de 22 dans le but de remémorer leurs activités de la période communiste²⁸.

Si l'accent est mis sur les témoignages et les souvenirs des intellectuels de l'exil roumain et surtout sur leurs expériences durant la période communiste, certains intellectuels de l'exil seront interrogés par certains membres de la rédaction de 22 en discutant de l'actualité politique²⁹. Les plus intéressés par le domaine politique (membres du GDS et qui sont aussi dans certains cas membres de la rédaction de 22) interrogent et s'intéressent à l'opinion des membres de l'exil qui peuvent invoquer une compétence dans ce domaine, soit par l'investissement des sujets politiques, soit par leur activité militante avant 1989. Certains intellectuels, membres du GDS, n'étant pas des dissidents ou

²⁶ Plusieurs membres du GDS parleront de l'importance de la conservation de la mémoire et du recours à la mémoire, mais les premiers à soutenir la nécessité de porter témoignage des expériences faites sous le communisme sont Monica Lovinescu et Virgil Ierunca dans leur dialogue avec des membres du GDS, présenté par 22 sous l'intitulé « Pour que l'univers du mensonge ne se close pas définitivement autour de nous » (22, 15, le 27 avril 1990).

²⁷ 22, 4, le 4 février 1990 ; 22, 13, le 13 avril 1990 ; 22, 16, le 4 mai 1990 ; 22, 31, le 17 août 1990.

²⁸ 22, 9, le 16 mars 1990 ; 22, 17, le 11 mai 1990 ; 22, 43, le 9 novembre 1990 ; 22, 46, le 30 novembre 1990.

²⁹ Entretien de Gabriela Adamesteanu avec Norman Manea dans 22, 53, le 25 janvier 1991 ; Stelian Tanase en dialogue avec Mihai Botez dans 22, 46, le 30 novembre 1990.

opposants du régime, ni de ceux qui pourraient invoquer quelques expériences au sujet de leur « résistance » soit-elle « par la culture », recourent à la mémoire collective de leurs aînés qui sont des intellectuels de l'exil ou des membres du GDS des plus notoires ou des victimes du régime. Leurs témoignages, des récits de mémoires ont comme fonction de soutenir des idées exprimées déjà par des membres du GDS.

Les premiers numéros de 22 (de l'année 1990) ne comprennent pas seulement des récits de mémoires venant de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont critiqué et ont manifesté leurs distances vis-à-vis du régime. 22 publie des extraits traduits (en roumain) des textes à visée scientifique parus à l'étranger³⁰ ou signés par des intellectuels de l'exil. Des intellectuels marxistes préoccupés avant 1989 de produire une critique du système communisme, certains étant des dissidents reconnus, publient des extraits de leurs analyses qui ont été diffusées dans les milieux étrangers au temps du communisme³¹.

Dans un premier temps, parmi les membres du GDS, ce sont ceux qui ont bénéficié dans une moindre mesure de la publicité et qui sont les moins reconnus en tant qu'intellectuels qui publient des textes qui tiennent de la catégorie des « archives de soi »³². La revue 22 publie des textes sur les victimes des prisons communistes³³.

Les opposants publient des extraits de leurs journaux, des chroniques de leurs expériences dans les institutions au temps du communisme ou des extraits des dialogues entre des intellectuels qui partagent leur préoccupation pour l'histoire³⁴.

Ces présentations de soi permettent aux opposants ou dissidents de se présenter en tant qu'intellectuels étant donné que les opposants au régime communiste mais aussi certains dissidents ont acquis leur notoriété grâce à leurs critiques à l'égard du pouvoir communiste et non en tant qu'écrivains ou comme scientifiques (plutôt des marginaux), comme c'est le cas de la plupart des essayistes ou des philosophes-écrivains qui doivent leur notoriété à leurs activités proprement intellectuelles (auteurs aussi d'ouvrages d'une circulation plus large comme les écrits de mémoires ou les essais). Le fait de publier dans 22, tout comme leur appartenance au GDS, en se présentant aux côtés des intellectuels notoires de la période communiste, leur procurent les moyens pour se faire connaître et reconnaître notamment par les intellectuels dominants du GDS et de la période postcommuniste³⁵. En même

³⁰ 22, 1, le 20 janvier 1990 et 22, 2, le 27 janvier 1990.

³¹ 22, 16, le 4 mai 1990 ; 22, 31, le 17 août 1990.

³² Artières et Kalifa 2002.

³³ 22, 14, le 20 avril 1990 ; 22, 15, le 27 avril 1990 ; 22, 17, le 11 mai 1990.

³⁴ 22, 1, le 20 janvier 1990 ; 22, 2, le 27 janvier 1990 ; 22, 3, le 2 février 1990 ; 22, 4, le 9 février 1990 ; 22, 5, le 16 février 1990 ; 22, 6, le 23 février 1990 ; 22, 9, le 16 mars ; 22, 15, le 27 avril 1990.

³⁵ Des écrivains, des critiques littéraires, des scientifiques et des philosophes-écrivains qui sont parmi les plus notoires de la période communiste.

temps, par ces présentations de soi, publiées dans 22, ils délèguent au GDS leur capital moral. Ces stratégies apportent aux intellectuels les plus notoires de la période communiste un plus de légitimité pour replacer leurs prises de position intellectuelles de la période communiste dans un courant de pensée qui sera ensuite présenté comme « culture alternative » ou « état d'esprit » pour se référer à la plus connue « résistance par la culture »³⁶, formule sous laquelle des auteurs roumains de la période communiste présentent et se représentent après 1989 leurs luttes pour l'autonomie dans l'espace de leurs activités spécifiques et, plus généralement, dans le domaine de la culture, parfois même leur désintéret pour le politique durant la période communiste³⁷.

D'autres intellectuels moins connus publient des mémoires adressés à des institutions académiques durant les derniers mois de 1989, ils sont des scientifiques qui se sont rapprochés des auteurs notoires de la période communiste³⁸.

Certains membres de la rédaction de 22 évoquent leurs mémoires contre des intellectuels consacrés qui ont manifesté leur adhésion à l'idéologie dominante au temps du communisme. En se posant en critiques des universitaires marxistes, ils tentent de mettre en avant ce qui les rapproche des philosophes ou des écrivains. En présence des témoins d'un passé dont les repères sont mis en cause, la mémoire individuelle est mobilisée en vue de rompre avec les anciennes attaches. La reconstitution des expériences individuelles « s'opère à partir de données ou de notions communes³⁹ » diffusées par et dans le groupement qu'on intègre. La mémoire individuelle participe de la mémoire du groupe et se pose comme fondement d'une réflexion qui est faite arme dans les luttes politiques. Les membres fondateurs du GDS, plutôt dépourvus de capital de reconnaissance et qui doivent leur entrée dans le GDS aux relations qu'ils entretiennent avec ceux qui se sont rapprochés des intellectuels notoires de la période communiste, critiquent à leur tour ceux qui sont de leurs aînés et qui ont été comme eux aussi des membres du parti communiste roumain (PCR). L'idée que la génération des aînés est celle à laquelle incombaient le devoir de prendre position contre le pouvoir communiste ou à ceux qui sont plus proches du pouvoir communiste est partagée par bon nombre d'intellectuels du GDS. Sont rendus responsables de la perpétuation du régime notamment ceux qui ont fait partie de la nomenklatura politique mais aussi des intellectuels marxistes, universitaires ou scientifiques. Par contre, les aînés ayant acquis leur reconnaissance dans le champ littéraire sans qu'ils soient des opposants du

³⁶ Ileana Malancioiu signe dans 22 un texte, « La révolution n'a pas été un spectacle d'illusionnisme », qui a été rédigé pour le colloque « Perestroïka et la littérature dans les pays de l'Europe de l'Est », organisé à Madrid en mai 1990 (22, 17, le 11 mai 1990). Voir aussi 22, 67, le 3 mai 1991. Pour les premiers débats autour de la « résistance par la culture », voir Marino 1996 : 21-40 ; Oprea et Vlasie 2000.

³⁷ Sur le « thème de la *résistance par la culture* », voir Barbu 1999 : 49-52.

³⁸ 22, 1, le 20 janvier 1990.

³⁹ Halbwachs 1997 : 63.

régime, critique « ceux et seulement ceux qui ont eu le privilège de l'accès à la grande culture et ensuite se sont vendus » au pouvoir et ceux qui doivent leurs privilèges à leurs relations avec la nomenklatura politique⁴⁰.

Aux prises de position parues dans 22 correspondent des stratégies éditoriales visant la récupération des auteurs consacrés sous le communisme qui se sont exilés. Le catalogue de la maison d'édition de la Fondation culturelle roumaine, institution créée en 1990 dans le but de promouvoir la culture roumaine à l'étranger, inclut des ouvrages des auteurs qui se sont exilés dont certains sont des traductions des livres publiés à l'étranger (et qui n'ont pas pu être publiés avant 1989) et d'autres qui sont des rééditions aux côtés des classiques de la littérature roumaine. Au cours de la première moitié des années 1990, des auteurs plus jeunes (de la période communiste), et plus rarement des auteurs consacrés sous le communisme, publient leurs livres qui n'ont pas pu être publiés durant les années 1980 ou ceux qui étaient en attente de publication durant la dernière période communiste. Début des années 1990, des membres de l'exil publient leurs textes politiques rédigés pour la presse étrangère alors que des opposants au régime se présentent dans l'espace éditorial par leurs écrits politiques. Les types de textes et les lieux de leur publication sont fonction de leur position au moment considéré, de leur notoriété et de leurs relations avec des intellectuels notoires de la période communiste. D'autres écrits de mémoires, publiés sous forme de dialogues entre des intellectuels de générations différentes, paraissent au début des années 2000. Dans la même période paraissent des volumes sous forme de dialogues entre des intellectuels (du GDS) et des politiques qui ont été parmi leurs collaborateurs. A de rares exceptions près, des écrits de mémoires appartenant à des opposants ou des dissidents du régime communiste ne paraissent que vers la fin des années 1990 et surtout dans les années 2000 au moment même où d'autres volumes (auto)biographiques sont constitués à partir des archives de la Securitate.

Du procès de Ceausescu au « procès du communisme »

L'année 1990 est marquée par de nombreuses manifestations organisées avec et pour le soutien des partis politiques qui se présentent en héritiers des partis politiques traditionnels, disparus par suite de l'installation du communisme, mais aussi par des contre-manifestations organisées pour légitimer la position du pouvoir installé pendant les événements de 1989, à la défense des politiques installés en décembre 1989⁴¹. A cela s'ajoutent des manifestations organisées

⁴⁰ 22, 6, le 23 février 1990 ; 22, 9, le 16 mars 1990.

⁴¹ La première manifestation des partis politiques traditionnels date du 28 janvier 1990, suivie le lendemain d'une manifestation de rue pour le soutien du pouvoir en place, installé en décembre 1989. Mais c'est au cours de la manifestation du 12 janvier 1990, consacrée aux victimes de décembre 1989, qu'on formule des revendications qui seront reprises sous diverses formes par des représentants du courant intellectuel de « l'anticommunisme » après 1989. Le

par des associations civiques qui véhiculent des messages anticomunistes ayant comme cible les nouveaux dirigeants politiques issus largement de l'ancienne nomenklatura.

Le 11 mars 1990 au cours des manifestations de rue organisées à l'initiative de trois associations civiques qui regroupent des écrivains, des journalistes et des étudiants de Timisoara, est rendue publique la « Proclamation de Timisoara » à laquelle adhèrent par la suite plusieurs organisations locales des partis récemment apparus, recréés et d'autres organisations civiques. Le texte reste le « document référence »⁴² de la naissance des mouvements anticomunistes dans la période postcommuniste, il sera mentionné par plusieurs intellectuels lorsqu'ils sont amenés à traiter de ce qui sera appelé « le procès du communisme » ou de leurs engagements dans le cadre des organisations civiques. Le texte de la Proclamation veut renouveler et renforcer le but de la révolution roumaine, « non seulement contre Ceausescu mais aussi indiscutablement anticomuniste ». L'idée de la recherche d'une « troisième voie » en récusant la « copie des systèmes capitalistes occidentaux » qui est présentée dans la « Proclamation de Timisoara » semble contredire la vision de la plupart des membres du GDS. Alors que l'idée de l'existence de la révolution « catégoriquement anticomuniste » et celle de l'« interdiction » de participer à la vie politique aux « anciens activistes et [aux] anciens officiers de la Securitate » seront soutenues et par le GDS lorsqu'il s'agit de définir l'identité politique des intellectuels prétendants au statut de politique. Le GDS en ensemble propose d'étudier et de débattre ce texte en sou-

pouvoir installé en décembre 1989 est pour la première fois contesté ouvertement dans la rue. Les manifestants demandent que les anciens communistes n'aient pas accès aux postes de direction, que les anciens dirigeants du PCR soient jugés publiquement et que le PCR soit déclaré hors la loi, on sollicite aussi que le nombre des victimes des événements de décembre 1989 soit précisé et l'élucidation de l'énigme des « terroristes ». Les manifestants scandent « A bas le communisme ! », « A bas la Securitate ! ». Les principaux représentants du pouvoir installé, confrontés aux contestations de la rue, engagent des discussions avec les manifestants. En réponse à leurs revendications, le Conseil du Front du Salut national (CFSN) émet trois décrets dont un instituant la mise hors la loi du Parti Communiste et un autre qui visait l'organisation d'un référendum sur la réintroduction de la peine de mort. Ces deux décrets n'obtiennent pas la « ratification » par le CFSN, décision expliquée lors d'une séance du CFSN du 17 janvier, « communiqué » du CFSN, rendu public deux jours après. Mais un décret-loi institue au même moment « le transfert dans la propriété de l'État de la totalité du patrimoine de l'ancien Parti Communiste » (décret-loi n° 30 du 18 janvier 1990, publié dans *Monitorul Oficial al Romaniei*, 12, le 19 janvier 1990). Voir Ionescu 2007 : 231-232 et 254-255. Par un autre décret émis au moment même du déroulement de cette manifestation de rue est créée la Commission nationale pour la résolution des saisies des victimes de la dictature (décret-loi n° 19 du 12 janvier 1990, publié dans *Monitorul Oficial al Romaniei*, 8, le 13 janvier 1990). La commission sera chargée d'un dossier concernant une victime des prisons communistes dans les années 1980, démarche à laquelle des membres fondateurs du GDS apportent leur contribution (le dossier Gheorghe Ursu ouvert en février 1990). Elle est aussi considérée comme dépourvue d'activité significative par certains témoins de l'époque qui s'y sont intéressés de près.

⁴² La « Proclamation de Timisoara » est publiée dans 22 deux semaines après son lancement (22, 10, le 23 mars 1990).

scrivant à ce qui lui semble être « l'idée de base de la Proclamation, à savoir que *la Révolution continue, la Révolution n'est pas achevée*, le Groupe pour le dialogue social se propose de revenir sur ce document⁴³ ». Mais le GDS ne sera pas parmi les associations civiques qui adhèrent à la Proclamation. La publication du GDS présente brièvement des résumés sur l'activité des initiateurs de la Proclamation et publie des textes-manifestes signés par les associations civiques qui adhèrent et soutiennent les idées de la Proclamation. Les intellectuels du GDS discutent favorablement de cette initiative, mais le GDS tient à souligner l'absence de son « esprit partisan ». Dans une « déclaration » signée par le GDS⁴⁴ sont critiquées les « autorités » pour leurs stratégies destinées à profiter « des dissensions existantes ». Sur la Proclamation de Timisoara le GDS affirme que « dans cette Proclamation se retrouve un large secteur de la population et tout spécialement les jeunes qui ne sont pas obligatoirement associés aux partis politiques mais qui n'étant pas dépourvus de conscience politique se sentent frustrés dans leurs espérances et dans leurs attentes ». Les intellectuels tiennent à souligner que « le GDS n'est pas un compétiteur aux élections, c'est pourquoi il ne peut pas être accusé d'esprit partisan. Voilà pourquoi ses inquiétudes ne se réfèrent pas à son propre destin électoral mais au destin de la démocratie roumaine, laissée, par ignorance, par incompetence, ambition ou mauvaise intention, à être dégradée par un climat de soupçon, de calomnie et de guérilla psychologique télévisée [...] la société civile risque de perdre de toute façon⁴⁵ ».

Par le terme de « phénomène de la Place de l'Université »⁴⁶ on désigne les événements ayant débuté le 22 avril à Bucarest, manifestations qui s'achèvent le 13 juin, avec des confrontations entre les autorités et les manifestants, suivies de l'arrivée des mineurs et des violences contre les manifestants pour mettre fin à ce mouvement de rue⁴⁷. Pour les intellectuels et pour les leaders ou membres des associations civiques, mais aussi pour des journalistes critiques du pouvoir en place, ce mouvement a constitué le cadre dans lequel ils développent et parfois leur sont reconnues leurs dispositions politiques. Même si le GDS n'est ni initiateur ni tenant (en tant que groupe) des manifestations qui ont lieu Place de l'Université, plusieurs membres du GDS prennent la parole à la tribune de ce mouvement (Doina Cornea, Petru Cretia, Gabriel Liiceanu, Stelian Tanase, membres fondateurs du GDS⁴⁸). En plus, certains membres du GDS se po-

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ 22, 13, le 13 avril 1990.

⁴⁵ 22, 14, le 20 avril 1990.

⁴⁶ Pour une analyse du « phénomène de la Place de l'Université », voir Gussi 2002.

⁴⁷ Le GDS a contribué à la réalisation d'un « rapport sur les événements de 13-15 juin 1990 » (qui paraît dans huit numéros successifs de 22 durant l'automne de 1990) avec l'Association pour la défense des droits de l'homme – Comité Helsinki de Roumanie, travail publié sous forme de livre en France (Berindei, Combes, Planche 1990) et l'année suivante en Roumanie.

⁴⁸ A la tribune de la rue on retrouve aussi Ana Blandiana, écrivaine bien connue de la période communiste et plus connue encore dans les années 1980 lorsqu'elle était sous interdiction de signature, certains volumes de poésie étant interdits de publication alors que certains autres

sent en ses porte-parole, ils se présentent en médiateurs entre les manifestants et le pouvoir⁴⁹. Bien que tous les membres du GDS n'approuvent pas ou ne participent pas à ces manifestations, à la tribune de la rue, parlant devant les manifestants situés Place de l'Université, ou par le biais du journalisme, le GDS travaille à s'ériger en représentant de ce mouvement de contestation.

Au cours des premiers mois qui suivent les événements de 1989, les intellectuels du GDS sont à la recherche d'une identité politique commune, à la recherche d'une position propre lorsque le champ politique se recompose. Le GDS, à la faveur de l'appropriation du capital moral des opposants et des dissidents, se définit par rapport au nouveau pouvoir politique. De cette recherche d'une identité commune, qui va permettre de mettre à profit les savoirs accumulés par les membres du GDS et le capital moral ou/et symbolique obtenu sous le communisme par certains intellectuels, viennent témoigner, à part l'usage qu'ils font de la biographie et du récit autobiographique, les nombreux discours sur le rôle et le statut de l'intellectuel dans un régime démocratique. Leurs représentations attestent des stratégies identitaires permettant de reconvertir le capital symbolique obtenu sous le communisme.

D'après leurs propres témoignages, les jours de décembre 1989, les intellectuels sont plutôt rares à se retrouver dans la rue aux côtés des manifestants. Certains seulement participent dans la nouvelle structure du pouvoir créée le 22 décembre 1989⁵⁰. Alors que certains intellectuels du GDS ont intégré des structures du pouvoir en place, certains d'autres, membres fondateurs et membres cooptés au début de 1990, se portent candidats aux premières élections postcommunistes (du 20 mai 1990)⁵¹ aux côtés des journalistes, critiques

étaient retirés des librairies, mais aussi des interprètes notoires de la période communiste dont on peut citer ici un membre du GDS, Victor Rebengiu.

⁴⁹ Cornea et Palade 1999 : 18-31 ; Plesu, Roman, Stefoi 2002 : 219-225.

⁵⁰ Participent au Conseil du Front du Salut national (CFSN), créé le 22 décembre 1989, des (futurs) membres du GDS, apparu officiellement le 31 décembre : Doina Cornea, Mircea Dinescu, Radu Filipescu, Gabriel Andreescu, Mircea Dinescu, Andrei Plesu, Mariana Celac, Dan Petrescu, Mihai Sora, Magda Carneci. Font partie du CFSN dans sa composition initiale les deux premiers ci-dessus mentionnés tout comme Ana Blandiana, les trois figurent en tête de la liste des membres du CFSN, rendue publique le 22 décembre (*Monitorul Oficial al Romaniei* [Journal Officiel de la Roumanie], 1, 1990 : 2). Voir Siani-Davies 2006 : 274-279 ; Ionescu 2007 : 207-219. A la suite de la décision prise le 23 janvier lors de la réunion du CFSN concernant la participation du Front du Salut National aux élections (*Monitorul Oficial al Romaniei*, 15, le 25 janvier 1990), les anciens opposants et dissidents, membres fondateurs du GDS, se retirent de cet organisme qui « exerce le pouvoir politique dans l'État » depuis le 22 décembre 1989 : Doina Cornea, Ana Blandiana, Gabriel Andreescu, Mariana Celac, Radu Filipescu. Deux membres fondateurs du GDS sont ministres dans le premier gouvernement (provisoire) de la période postcommuniste : Andrei Plesu, ministre de la Culture et Mihai Sora, ministre de l'Enseignement. D'autres membres fondateurs du GDS (mais aussi un futur membre du GDS) intègrent ces deux institutions politiques pour se charger des départements ou comme membres des commissions intervenant dans des domaines de leurs compétences.

⁵¹ Selon la loi électorale de 1990, les candidatures au parlement peuvent se présenter sur des listes constituées par des « partis ou formations politiques » ou comme « candidat

du pouvoir en place, et d'une victime du régime communiste et représentant de l'Association des anciens détenus politiques (Constantin Ticu Dumitrescu, détenu politique des années 1950). Plusieurs membres du GDS composent une des listes des indépendants constituées à Bucarest regroupant des intellectuels, candidats aux premières élections postcommunistes, publiée à plusieurs reprises dans 22⁵². Un autre membre fondateur du GDS se présente en tant que candidat indépendant sur une autre liste constituée dans une ville de province, candidature annoncée dans 22⁵³. Deux autres membres fondateurs

indépendant », individuellement et en dehors d'une organisation politique. Mais le cadre législatif de 1990 (et seulement celui-là) permet aussi la présentation des candidatures sur des « listes de candidats indépendants » (article 11 du décret-loi n° 92 du 14 mars, publié dans *Monitorul Oficial*, 35, le 18 mars 1990).

⁵² La liste des candidats indépendants soutenus par le GDS est présentée pour la première fois dans 22, 15, le 27 avril 1990 (sur la première page) et dans les trois numéros suivants. La liste est présentée dans les numéros suivants, à une seule exception près, sur la dernière page de la publication du GDS et dans chaque numéro les candidats sont présentés le plus souvent dans des textes biographiques signés par des rédacteurs de 22 ou des collègues des candidats. Certains candidats sont présentés par l'intermédiaire des entretiens signés par des rédacteurs de 22. Neuf membres du GDS (dont six sont des membres fondateurs du GDS, trois autres étant des membres cooptés en 1990) composent la liste proposée par 22. Deux membres fondateurs du GDS appartenant à la génération des aînés (Alexandru Paleologu et Petru Cretia) se portent candidats au Sénat aux côtés d'un peintre consacré dans la période communiste dont la production artistique est marquée par son intérêt pour l'orthodoxie (Sorin Dumitrescu) et d'un prêtre (Justin Marchis), ces deux étant des membres du GDS cooptés en 1990, mais aussi d'un écrivain notoire de la période communiste et journaliste (Octavian Paler), ancien membre de la nomenklatura politique, signataire d'une lettre de protestation rassemblant des auteurs consacrés et bien connus de la période communiste (« la lettre des sept ») et d'un médecin et universitaire (Alexandru Pesamosca), appartenant à la génération la moins représentée dans le GDS alors (et lors de sa création), à savoir ceux qui sont nés dans les années 1930. Se portent candidats à l'Assemblée des députés aux côtés de quatre membres fondateurs du GDS (l'historien et l'archéologue, Radu Popa, le philosophe devenu éditeur, Gabriel Liiceanu, l'écrivain débutant dans la période communiste et rédacteur en chef de 22 alors, Stelian Tanase, l'ingénieur et ancien détenu politique des années 1980, Radu Filipescu), un ancien procureur de la période communiste, par la suite, dans les années 1980, condamné à la prison, Ioan Marculescu, appartenant à la même génération que les aînés du GDS, ainsi qu'« un des journalistes nés de la Révolution » (22, 17, le 11 mai 1990), le juriste Florin Gabriel Marculescu, membre du GDS, coopté en 1990, mais aussi un ancien détenu politique des années 1950 et leader de l'Association des anciens détenus politiques, Constantin Ticu Dumitrescu et le rédacteur en chef de *Romania libera*, journaliste de la période communiste, Petre Mihai Bacanu (emprisonné au cours de l'année 1989 pour sa tentative d'imprimer, à l'aide de certains collègues, un journal clandestin), tout comme un technicien dans l'industrie aéronautique (Pompiliu Militaru).

⁵³ Gabriel Andreescu (chercheur physicien, ancien opposant au régime communiste) se présente aux élections sur une « liste de candidats indépendants », constituée à Buzau, sa ville de naissance. Sur la même liste sont candidats aux élections de 1990 une avocate et un architecte. 22 le présente comme candidat indépendant parmi des membres fondateurs du GDS. L'opposant Gabriel Andreescu est interviewé par Victor Barsan (physicien de formation et membre fondateur du GDS), texte présenté sous l'intitulé « Pour être crédible dans l'avenir, il faut avoir

du GDS participent aux élections sur une autre liste des indépendants constituée à Bucarest⁵⁴. Si les nouveaux politiques fondent leur légitimité principalement sur leur contribution à la « révolution roumaine », les intellectuels, à la recherche d'une légitimité pour conquérir le grand public, sont animés par l'idée de refaire le procès de Ceausescu ou de refaire la révolution⁵⁵. Les intellectuels fondent leurs prétentions au statut de politique de l'après 1989 sur la révolte contre le nouvel ordre issu de la « révolution »⁵⁶.

Selon leurs dispositions et le volume de capital accumulé avant 1989, les intellectuels des plus prétendants travaillent à légitimer leurs prétentions en s'appuyant sur l'apparition des mouvements anticommunistes dont ils ne sont pas les initiateurs. Mais plus tard certains membres du GDS encouragent et désirent donner leur contribution à leur organisation (avec la création de l'Alliance civique⁵⁷). Si pour Gabriel Liiceanu, l'intellectuel roumain

été crédible dans le passé ». Questionné sur le choix d'une candidature comme indépendant, comme d'autres encore, Gabriel Andreescu affirme : « les indépendants pourraient répondre plus exactement au besoin de la société de s'identifier avec quelque chose [...] les indépendants correspondent au moins à l'espérance concernant l'honnêteté, la lucidité, si nécessaires à la société roumaine » (22, 16, le 14 mai 1990).

⁵⁴ Mircea Dinescu est alors président de l'Union des écrivains, élu fin décembre 1989. Andrei Plesu est ministre de la Culture (décret n° 12 du 28 décembre 1989) dans le gouvernement provisoire, constitué le 31 décembre.

⁵⁵ Dans deux numéros sont présentés les « Dialogues successifs entre Vladimir Tismaneanu et Stelian Tanase » sous l'intitulé « Nous sommes après la première révolution. Comment sera la deuxième ? » (22, 9, le 16 mars 1990 et 22, 11, le 30 mars 1990). Au sujet des événements de 1989 en Roumanie, de la « "non-révolution" violente » et de la démission du communisme en Roumanie, voir Barbu 1999 : 183-198 (« La révolution de récupération ») : « En Roumanie, la révolution a été le modèle social de la délégitimation du totalitarisme, la révolution a été le moyen par lequel les anciennes élites communistes ont procédé à la réforme des structures et hiérarchies propres, la révolution a été l'instance qui a permis aux intellectuels de s'imposer comme uniques porte-parole de la société civile » et plus loin « Le changement n'est pas advenu au bout d'un processus révolutionnaire, mais a été plutôt le point culminant de la crise interne généralisée » (183 et 185).

⁵⁶ Les intellectuels du GDS embrassent l'idée de l'existence d'une « révolution », mais mettent en cause la légitimité du pouvoir installé suite aux événements de décembre 1989. Auteurs de la période communiste, plus ou peu connus, et militants de la société civile dénoncent le « vol de la révolution par les leaders de second rang de l'ancien régime » ou parlent de la « trahison des valeurs de la révolution » (Stefanescu 2011 : 103 ; Cesereanu 2004 : 69-71 ; Siani-Davies 2006 : 395-398).

⁵⁷ La grande majorité des membres du GDS s'intéressent de près aux activités de l'Alliance civique sans être cependant membres de cette organisation. Parmi les membres du GDS, c'est Gabriel Andreescu qui apparaît comme porte-parole de l'Alliance civique (AC) dans 22. L'AC prend naissance le 6 novembre 1990 à l'initiative de plusieurs associations civiques dont l'Association « 15 novembre » - Brasov, la Solidarité universitaire, la Société « Timisoara », le GDS, la Société « Agora » - Iasi, le Groupe indépendant pour la démocratie, l'Association Pro démocratie et de deux centaines de personnes. Le manifeste rendu public à sa constitution, la « déclaration de principe », porte la devise « Nous ne pouvons réussir qu'ensemble ! » (Stefanescu 2011 : 103). Le manifeste de l'AC, paru dans la publication du GDS, milite pour la « résurrection de

devrait « jouer le rôle du médecin de l'âme⁵⁸ », pour Stelian Tanase, en 1990, « l'intellectuel authentique se trouve toujours en opposition⁵⁹ ». Les deux intellectuels sont parmi les candidats au statut d'élu en 1990. Ils fondent leurs revendications en prenant appui sur leurs lecteurs, lorsque la littérature enregistre une baisse d'intérêt et les tirages de la presse politique sont énormes. Gabriel Liiceanu peut miser sur sa notoriété acquise pendant la période communiste, la reconnaissance de ses pairs et son succès auprès du public, que nous révèlent aussi les classements publiés ultérieurement dans *22*⁶⁰. Stelian Tanase est très attiré par les mouvements de protestation, chose qui lui sera reprochée, semble-t-il, au sein du GDS.

Munis d'un fort capital symbolique, les écrivains ou les philosophes qui doivent leur notoriété à leur activité littéraire sont dans un premier temps moins enclins à recourir à l'autobiographie. Ceux-là se posent en porte-parole du GDS en signant des appels ou des textes en parlant au nom du GDS. Ces textes visent ceux qui détiennent le pouvoir politique mais aussi ceux qui se trouvent à la tête des institutions culturelles au début des années 1990. Les plus connus membres du GDS prennent position au nom du Groupe, contre les politiques en place en expliquant la position du GDS⁶¹. Quand les anciens politiques communistes contestent aux intellectuels leur contribution à la naissance d'une opposition à la dictature, un intellectuel notoire de la période communiste comme Alexandru Paleologu (ancien détenu politique des années 1950) recourt à la mémoire collective pour défendre la position des dissidents et des opposants de la dernière période communiste⁶². Après 1989, les intellectuels, jouissant de la plus grande reconnaissance dans les milieux intellectuels, recourent à l'archive de soi (correspondance, témoignage) dès qu'ils revendiquent une nouvelle position et/ou qu'ils se sentent appelés à justifier leurs engagements (Gabriel Liiceanu, Petru Creția, Andrei Plesu etc.), de l'intellectuel « anticommuniste » ou/et de l'intellectuel, membre d'un groupement qui s'est imposé comme représentant du courant de « l'anticommunisme »⁶³. Des textes critiques rédigés avant la chute du com-

la société civile » (*22*, 43, le 9 novembre 1990). Le 15 novembre 1990, l'AC organise à Bucarest la plus grande manifestation consacrée à la célébration de la révolte de Brasov en 1987. A Brasov une autre manifestation est organisée à cette occasion par l'Association « 15 novembre 1987 ». Sur la naissance de l'AC et sur sa première direction, voir Pavel et Huiu 2003 : 67 et 79.

⁵⁸ *22*, 15, le 27 avril 1990.

⁵⁹ *22*, 16, le 4 mai 1990.

⁶⁰ *22*, 62, le 29 mars 1991.

⁶¹ *22*, 4, le 9 février 1990.

⁶² *22*, 1, le 20 janvier 1990.

⁶³ Si l'on suit dans l'ordre chronologique leurs prises de position et les positions occupées par des membres du GDS, on constate la prééminence, par périodes, d'un engagement ou d'un autre : intellectuel critique universaliste, intellectuel au service des institutions, organisation de la société civile ou des partis politiques mettant à profit leur renommée ou leurs compétences, « conseiller du prince », intellectuel tenant de l'ordre ou du pouvoir en place ou intellectuel

munisme doivent servir aux nouveaux enjeux politiques du moment quand ils ne peuvent pas faire appel à une activité de dissidence inscrite dans la mémoire historique, a posteriori le public est invité à lire leurs prises de position comme des attestations de leur anticommunisme. Leurs prises de position des derniers mois du régime communiste sont caractérisées après décembre 1989 comme « anticommuniste[s] ». Quelques jours avant les élections de mai 1990 auxquelles Petru Cretia participe sur la liste regroupant des intellectuels et des journalistes, dont la plupart sont des membres du GDS, il demande au rédacteur en chef adjoint de la publication du GDS, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu, de publier son texte où il critiquait la dictature personnelle. Ce texte a déjà été publié dans le premier numéro de l'hebdomadaire *Romania literara* [La Roumanie littéraire] paru en 1990. Sa publication dans 22 précède de peu sa candidature aux élections « quand [sa] lucidité et [sa] moralité » sont contestées⁶⁴, comme l'auteur le précise. Le texte demande une explication de la part de son auteur, l'auteur accompagne le texte daté de l'automne 1989⁶⁵ d'un autre précisant qu'« il a été pensé comme un texte antitotalitaire, c'est-à-dire anti-Ceausescu [...] aujourd'hui je serais heureux qu'il soit lu comme un texte anticommuniste⁶⁶ ».

L'aversion pour la classe politique communiste requiert de la publicité, des pamphlets datés des derniers mois de 1989 sont publiés pour témoigner des contraintes subies par les intellectuels dans la période communiste⁶⁷. Gabriel Liiceanu, philosophe qui a obtenu sa notoriété vers le milieu des années 1980 en publiant son journal où il racontait sa formation sous la tutelle du philosophe Constantin Noica (ami d'Emil Cioran et de Mircea Eliade, appartenant à la

participant au jeu politique comme politique. On peut ainsi évaluer l'évolution de leurs engagements d'intellectuels, individuellement mais aussi collectivement, en établissant par cela même la place occupée par le GDS, le trajet parcouru pendant la période postcommuniste ainsi que sa participation à la construction de la « problématique légitime ». Voir Matonti et Sapiro 2009 ; Sapiro 2009.

⁶⁴ Plusieurs membres du GDS, notamment ceux qui prennent position pour soutenir les manifestations de rue et contre le pouvoir en place sont calomniés dans la presse extrémiste.

⁶⁵ A l'automne 1989, se trouvant à l'étranger, Petru Cretia (né en 1927, chercheur, traducteur des auteurs de la philosophie classique mais aussi des classiques de la littérature, éditeur d'Eminescu) signait un texte où il critiquait la dictature. Son texte a été diffusé par la BBC le 21 décembre 1989 après le déclenchement des révoltes qui ont mené à la chute du régime communiste.

⁶⁶ 22, 18, le 17 mai 1990.

⁶⁷ Gabriel Liiceanu publie l'article « Méditations sur l'activiste [communiste] » daté du 23 septembre 1989 dans 22, 4, le 9 février 1990. Le texte sera repris dans un de ses ouvrages qui rassemble ces prises de position en étroite liaison avec la production journalistique du GDS, sauf que le texte est daté d'août 1989 et que son auteur ne garde que les passages où il présente le portrait de l'activiste, excluant le récit sur son expérience avec un activiste communiste, à savoir le premier secrétaire du parti au niveau de l'Université de Bucarest, mais accompagnant son texte dans ce volume d'une dédicace à l'activiste en question « et à tous les activistes » (Liiceanu 2005 : 15-19).

même génération)⁶⁸, signe dans le premier numéro de la publication du GDS son « appel aux canailles », texte repris dans un ouvrage portant le même titre :

« je vous adresse l'appel suivant [...] soyez un temps plus discrets. N'apparaîsez plus à la télévision [...] N'écrivez plus dans les journaux [...] N'élever plus votre voix que pour un instant pour demander pardon [...] N'assassinez pas les mots [...] Renoncez à vos alibis moraux en vous disant que vous avez sans cesse fait du mal pour que vous fassiez de temps en temps du bien [...] Et si vous suivez ce qu'on vous demande dans cet appel, vous recevrez notre reconnaissance. Nous vous aimerons⁶⁹. »

Ultérieurement l'auteur fournit des raisons à son appel. Au début des années 1990 les intellectuels « intransigeants » s'affirment à contre courant, contre « l'indifférence, la complaisance et l'accord » des masses devant les métamorphoses du communisme. Son appel vise non seulement les nouveaux détenteurs du pouvoir installé après 1989 mais également les intellectuels qui ont « pu rendre possible [...] l'horreur » communiste⁷⁰. Vingt-ans après, Liiceanu revient sur cet appel précisant que « cet appel-là [...] n'invitait personne à la vengeance et au lynchage » en témoignant de sa déception quant aux résultats des discours produits par l'intellectuel « humaniste »⁷¹. L'intellectuel qui se situe sur le « terrain de la morale et non sur celui de la politique » et se manifeste au nom des victimes du communiste affecte son mécontentement devant l'absence au sein des catégories larges de la population de l'appétit pour la culture et pour la liberté. L'intellectuel justifie son engagement pour les valeurs :

« un intellectuel subtil ne pouvait pas comprendre : que dans leur grande majorité les gens n'ont pas besoin de la “nourriture du ciel” – de ses livres, de

⁶⁸ Gabriel Liiceanu, né en 1942, après une formation en philosophie, en 1965 il a intégré l'Académie roumaine comme chercheur. Se mettant sous la tutelle du philosophe Constantin Noica, il a suivi une seconde formation en langues classiques. Après son début éditorial en 1975 avec une étude de philosophie de la culture qui constitue sa thèse de doctorat, il a traduit des auteurs de la philosophie classique. Dans les années 1980, il a cosigné des traductions de Heidegger. En 1983, Gabriel Liiceanu a publié le *Journal de Paltinis*, écrit à caractère autobiographique, qui présentait l'expérience qu'il avait faite dans la compagnie et sous l'influence du philosophe Constantin Noica, ouvrage primé par l'Union des écrivains. En 1987, il a signé un second volume en lien avec son expérience de « l'école de Noica », paru aux mêmes éditions de l'Union des écrivains, réunissant les lettres que des intellectuels adressent à un autre disciple de Noica, son ami Andrei Plesu, et à lui à la suite de la formulation de sa « vision du monde » et de son adhésion à la vision philosophique de Noica. A partir de 1990, Gabriel Liiceanu est éditeur, fondateur des Éditions Humanitas, et professeur de philosophie à l'Université de Bucarest.

⁶⁹ 22, 1, le 20 janvier 1990. Voir aussi Gabriel Liiceanu dans 22, 72, le 7 juin 1991, texte (« Sur la culpabilité »), rédigé en réponse au discours tenu par son ami à la Télévision roumaine parlant de la « culpabilité » impartie à tous et chacun (Liiceanu 2005 : 123-126).

⁷⁰ 22, 1, le 20 janvier 1990.

⁷¹ Liiceanu 2002 : 63.

sa souffrance, de ses sermons profanes [...] une autre illusion de la décennie passée : que la société désirait se débarrasser de ceux qui avait rendu possible le monde d'avant cet appel [...] écrit pour indiquer l'objet possible d'une répudiation collective pour empêcher ce qui s'est passé par la suite [...] tout ce qu'il se proposait c'était de produire une pression morale en faveur d'un retrait pieux⁷². »

Gabriel Liiceanu ne convoquera ses souvenirs que lorsqu'il est appelé à argumenter sur ses prises de position en faveur d'un « procès du communisme »⁷³. Rappelons que les intellectuels de l'exil, proches du GDS, et qui sont proches surtout de Gabriel Liiceanu, soutiennent la nécessité que les intellectuels portent témoignage de leurs expériences du temps du communisme⁷⁴.

Les textes signés par Gabriel Liiceanu et publiés dans 22 ne sont pas nombreux. Ces textes paraissent dans 22 (d'autres encore dans des publications proches de la publication du GDS). Dans les pages de la revue du GDS on le voit présent lors des rencontres du GDS avec des hommes politiques ou avec des intellectuels étrangers. Ses prises de position sont précisées à l'occasion des entretiens. Les entretiens avec Gabriel Liiceanu (que nous présente 22) sont conduits par celle qui est investie avec la direction de la publication du GDS à partir de septembre 1991, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu, étant des premiers à être cooptés en janvier 1990 dans le GDS. Gabriel Liiceanu est l'initiateur des appels du GDS, de même, il signe des textes où il précise la position du GDS⁷⁵. Il intervient pour présenter ou pour défendre certains membres du GDS et à la défense de ceux dont il se présente en héritier (Constantin Noica et plus tard pour parler des intellectuels de l'exil les plus notoires, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca). Liiceanu publie des lettres ouvertes adressées aux politiques, discours du même type que celui avec lequel il a fait son début dans 22 et qui l'avait consacré. L'autorité dont il se sent investi se révèle dans ses pratiques discursives qui lui attirent le succès auprès du public. Le philosophe-écrivain Gabriel Liiceanu déclare en 1991 dans le cadre d'un entretien :

« Après décembre '89, chacun de nous a senti, je crois, l'obligation de redéfinir sa manière optimale de – que ma formulation naïve soit excusée – *bien faire autour de soi*. De cette manière est apparu – au moins en ce qui me concerne

⁷² *Ibid.* : 61.

⁷³ 22, 156, le 28 janvier 1993 (entretien avec Gabriela Adamesteanu, repris dans Liiceanu 2005 : 187-209).

⁷⁴ 22, 15, le 27 avril 1990.

⁷⁵ Le numéro suivant les premières élections postcommunistes, sur la deuxième page, on lit le texte de Gabriel Liiceanu sur le GDS, daté du 9 février, portant le chapeau « pro memoria ». Le GDS est défini comme « instance critique et d'opposition » : « le GDS n'est pas contre quelque parti ni pour quelque parti. Il n'est qu'une instance qui surveille les manifestations du pouvoir, indifféremment du parti ou du mouvement qui l'incarne » (22, 19, le 25 mai 1990).

– le dialogue manifeste avec la “politique explicite” : parler et agir publiquement de telle manière que, par l’expression de soi, tu exprimes en même temps un grand nombre de gens ; tu obtiens des autres le mandat pour les représenter et tu t’efforces de l’honorer. Si les autres, en nombre important, investissent leur confiance en toi, as-tu le droit de la refuser ou de la démentir ? Je me suis trouvé dans cette situation, sans aucune intention de ma part, à la suite de quelques apparitions à la télévision et de quelques pages écrites dans les journaux⁷⁶. Ces courts épisodes publics, par lesquels je ne voulais que contribuer par *la conscientisation* (déformation professionnelle !) à la santé d’une société traumatisée m’avaient attiré [...] en égale mesure, la sympathie et la haine. Il m’avait semblé normal que je dise à haute voix, précisément parce que cela était devenu possible – précisément parce que maintenant il n’était pas normal de ne pas le faire –, certaines choses essentielles auxquelles j’avais toujours pensé et qui, dans l’avalanche d’opinions et derrière les rideaux de fumée, risquaient d’être oubliées. Par exemple, que le peuple roumain n’avait pas été la victime de Ceausescu, mais de l’horreur désignée communisme [...] ; que la lutte était engagée non contre la mémoire d’un homme, mais contre les effets d’un système qui, [jugeant] d’après son atrocité, était sans pareil au long de l’histoire. Ensuite que cette société, pour qu’elle devienne apte pour les élections *libres*, il fallait qu’elle devienne *libre* du point de vue mental, donc informée [...] et qu’elle soit éduquée d’une manière démocratique et que la réalisation de cette “mission historique” appartienne [...] à la télévision⁷⁷. »

En avril 1990⁷⁸, celui qui s’impose comme le porte-parole du GDS, le philosophe-essayiste Gabriel Liiceanu publie dans 22 le texte enregistré pour la télévision roumaine au cours du mois de mars mais diffusé en avril (en fin du texte l’auteur nous informe de ce retard, « enregistré le 6 mars, transmis le 6 avril, pendant la nuit », pour souligner combien la télévision publique marginalise les intellectuels surtout que l’enregistrement passera pendant la nuit⁷⁹). Le texte intitulé « Le procès de Ceausescu » introduit ce qui deviendra le projet collectif des intellectuels présenté comme projet et but de la société postcommuniste, à savoir le « procès du communisme ». Le texte est publié dans 22 un mois avant les premières élections auxquelles les intellectuels participent en nom propre, comme indépendants, sur une

⁷⁶ Selon le compte-rendu d’une enquête menée par 22 auprès de ses lecteurs au sujet de leurs auteurs préférés (des lecteurs de 22 proposent leur classement des auteurs), Gabriel Liiceanu se trouve parmi les auteurs préférés des lecteurs de 22. Remarquant qu’il publie rarement dans 22, les lecteurs de 22 semblent déplorer la rareté de ses textes. Le classement publié dans 22, résultats de cette consultation des lecteurs, nous indique aussi le succès auprès du public des écrivains (de la période communiste), rédacteurs de 22 après 1989 (22, 62, le 29 mars 1991).

⁷⁷ Entretien avec Gabriel Liiceanu dans *Flacara*, août 1991, repris dans Liiceanu 2005 : 178 (c’est l’auteur qui le souligne).

⁷⁸ 22, 14, le 20 avril 1990.

⁷⁹ Gabriel Liiceanu note sa participation à une autre émission de la Télévision publique roumaine, « enregistrée le 30 décembre 1989 » (Liiceanu, G., 2005 : 123).

des listes des indépendants⁸⁰. A l'« unité par l'humiliation et par [la] haine » contre le pouvoir communiste, Gabriel Liiceanu fait appel au consensus pour « [refaire] le processus de Ceausescu » qui devrait apporter « la guérison ». Après la « révolution » qui avait institué « la sortie de l'enfer » suit « le purgatoire », vu comme étape nécessaire pour « la purification intérieure » :

« Ce qu'on a vu le 26 décembre⁸¹ n'a pas été un procès. Il n'y avait pas de temps pour cela. Peut-être ce n'était pas besoin d'un procès en termes juridiques. Mais un simulacre devrait être évité de toute façon. Pour faire une révolution contre le mensonge en recommençant avec un mensonge – et sur ce fait un ami philosophe français⁸² m'avait attiré l'attention – est terrible [...] en premier lieu, nous devons faire ce processus pour nous laver du mensonge avec lequel on a commencé. Ce procès doit être fait [...] pour arriver à la racine du mal [...] le procès fait à la plus effrayante période de l'histoire de la Roumanie et de la plus effrayante période de l'histoire de l'humanité : le communisme. Ce procès n'est pas un procès juridique, mais [un procès] historique, moral et métaphysique [...] Le procès de Ceausescu est pour nous la porte d'entrée dans l'arène d'un procès historique plus vaste [...] Les gens doivent se souvenir s'ils ont oublié ou savoir, s'ils sont trop jeunes, ce qu'a signifié le communisme dans toute la splendeur de son déroulement [...] Le procès de Ceausescu doit être fait pour arriver à tout le mal qui a été activé en *nous tous*, pour arriver à la complicité, à la corruption et au mensonge [...] Le procès de Ceausescu doit être fait pour arriver au Pol Pot et à Staline [...] Le procès du Ceausescu doit être fait pour arriver à Lénine et à Marx qui ont rendu possibles toutes ces choses...⁸³ »

A l'« infantilisation » engendrée par le communisme, au « modèle paternaliste » entretenu par le « totalitarisme », au « modèle du dirigeant unique », l'intellectuel propose des « modèles moraux, des personnalités » comme « points de référence » :

« on ne doit pas se rapporter à elles [personnalités] comme les enfants aux parents mais – selon un mot devenu célèbre – comme à “notre meilleure conscience”. Parmi nous il y a de telles personnalités : que nous les cherchions⁸⁴ ! »

⁸⁰ La liste est publiée de nouveau dans le numéro qui précède de peu les premières élections postcommunistes (22, 18, le 17 mai 1990), sous le slogan « Espérons ensemble, changerons ensemble » et avec une citation tirée de Platon : « Que du pouvoir ne se rapprochent que ceux qui ne l'aiment pas ». Au bas de la page est publiée la « déclaration d'adhésion » à la Proclamation de Timisoara signée par le Front populaire de Moldova qui est dans le même temps un appel au non-soutien des « activistes roumains qui ont contribué à l'instauration et au maintien du régime communiste » qui se présentent aux élections.

⁸¹ Transmis à la Télévision la nuit du 25 au 26 décembre 1989.

⁸² On suppose qu'il s'agit d'André Glucksmann qui est arrivé à Bucarest en fin décembre 1989. Voir *infra*.

⁸³ 22, 14, le 20 avril 1990.

⁸⁴ *Ibid.*

S'autorisant de sa posture du philosophe qui voit son entrée dans « l'agora » comme « un devoir »⁸⁵, Liiceanu semble avoir intériorisé ses nouvelles responsabilités, celle de l'« intellectuel projeté [...] dans la place publique » et celle de directeur de maison d'édition (les Éditions Humanitas), en les présentant comme nécessités (« je le fais avec la pensée que j'ai fait ce qu'il fallait faire »). Par « cet acte d'autorité »⁸⁶ qu'est le plaidoyer pour le « procès de Ceausescu », il travaille à imposer la perception des intellectuels des nécessités du moment en exprimant sa croyance dans le pouvoir des intellectuels et des valeurs intellectuelles :

« je veux croire qu'à la tête de ce pays arriveront des gens dont la crédibilité et le capital de moralité soient tellement grands qu'au moment où ils expliqueront devant tout le pays que nous avons à passer une période difficile [...] ils recevront la confiance, ils seront aidés et soutenus [...] Je crois qu'on peut endurer tout au nom de la vérité et de la bonne foi, mais rien – *même pas la richesse* – si on nous propose de nouveau le mensonge, la terreur, la duplicité et la peur⁸⁷. »

L'idée de « refaire le procès de Ceausescu » proposée par celui qui se fait le porte-parole du GDS reçoit une nouvelle désignation, le « procès du communisme ». Et avec l'apparition des mouvements de rue dirigés contre les nouveaux détenteurs du pouvoir, il devient le projet du GDS. Le projet d'un « procès du communisme » mené avec des moyens intellectuels devient un enjeu de lutte pour le partage des « instruments de domination » (instituts de recherche, éditions, travail d'expertise, université) entre les intellectuels, spécialistes de la période communiste ou/et de la période postcommuniste. Les bases de ce projet ont été jetées par le recours au récit autobiographique et au statut de témoin. Les intellectuels du GDS en se posant en « groupe autonome » et « conscience lucide »⁸⁸, en vue de se construire une identité commune, rendent publiques leurs expériences d'opposants intellectuels ou de dissidents, d'écrivains et de scientifiques marginaux ou d'écrivains et/ou philosophes autonomistes de la période communiste.

Au cours d'une discussion entre plusieurs intellectuels roumains du GDS et un intellectuel français proche du GDS⁸⁹, André Glucksmann, qui a lieu au cours du mois de février 1990⁹⁰, publiée vers la fin du mois d'avril 1990,

⁸⁵ 22, 6, le 23 février 1990.

⁸⁶ Bourdieu 1982 : 109.

⁸⁷ 22, 14, le 20 avril 1990.

⁸⁸ « La déclaration de constitution du Groupe pour le dialogue social », 22, 1, le 20 janvier 1990.

⁸⁹ Un autre intellectuel français, publié presque à la même période, avec un entretien réalisé par Andrei Cornea, est Bernard Henri-Lévy, et dans le même numéro, paraît un autre dialogue entre les membres du GDS et Adam Michnik (22, 9, le 16 mars 1990).

⁹⁰ Dans un numéro ultérieur de 22 (22, 21, le 8 juin 1990) on apprend que la discussion entre les membres du GDS et André Glucksmann a eu lieu au cours du mois de février.

dans 22 sous l'intitulé « Sur la révolution et le génocide », celui qui se pose en porte-parole du GDS, le philosophe Gabriel Liiceanu témoigne :

« j'ai proposé au groupe qu'on joue le rôle d'un tribunal du procès, de refaire le procès de Ceausescu [...] pour obtenir la santé de la société roumaine. Sans cela, nous serons toujours malades. Pourquoi ? Parce que ce procès n'a pas été le procès d'un personnage nommé accidentellement Ceausescu, mais parce qu'il est précisément le procès de la société roumaine, du communisme même⁹¹. »

Ce témoignage est rendu public dans 22 et des extraits de cette discussion paraissent quelques semaines avant les premières élections postcommunistes quand Gabriel Liiceanu se porte candidat indépendant aux côtés d'autres intellectuels du GDS⁹² et après l'apparition des mouvements qui se déclarent anticommunistes, dont les manifestations de rue connues sous le nom de « phénomène Place de l'Université ». Les extraits publiés avant les élections présentent le dialogue entre Gabriel Liiceanu et André Glucksmann. La publication de ces extraits d'un dialogue avec un intellectuel de l'étranger suit d'une semaine la publication dans 22 du propos tenu au préalable par Liiceanu devant les caméras et diffusé par la télévision roumaine, « Le procès de Ceausescu ».

Le philosophe français aborde le sujet de la dissidence dans la période communiste et du rôle des intellectuels dans la période postcommuniste. Témoignant le fait qu'il ne connaît pas le cas roumain, André Glucksmann discute des dissidents de l'Europe centrale et des dissidents de l'Union soviétique (Arthur Koestler, Vaclav Havel, Alexandre Soljenitsyne). Gabriel Liiceanu reprend les considérations d'André Glucksmann, tirées de sa connaissance de la dissidence est-européenne, en les transposant au cas roumain de la période postcommuniste. Dans la continuation de l'idée selon laquelle certains intellectuels ont réussi à préserver l'autonomie de la culture par la défense de la séparation entre politique et culture, Gabriel Liiceanu, l'intellectuel dont la reconnaissance est fondée sur son intérêt pour le monde « de l'esprit et de la culture » dans la période communiste, définit la position de l'intellectuel dans la période postcommuniste, désigné comme un « médecin de l'âme » qui aurait comme but « d'obtenir la santé de la société roumaine ». André Glucksmann conseille sur la posture à adopter en prenant appui sur la position de l'intellectuel sous des régimes communistes, sur les idées professées par la dissidence intellectuelle dans les régimes communistes de l'Europe centrale :

« vous ne devez pas applaudir quand vous n'êtes pas d'accord⁹³. Cette idée constitue le minimum de la base "technique" de tout groupe dissident [...] C'est la

⁹¹ 22, 15, le 27 avril 1990.

⁹² Voir *supra*.

⁹³ Souligné dans le texte, l'affirmation introduit une partie du texte.

thèse de Havel sur la lutte contre la vie dans le mensonge. On ne demande pas à l'intellectuel qu'il soit prophète, de deviner l'avenir [...] Ce qu'on leur a demandé c'était qu'ils prennent distance vis-à-vis du mensonge, de la trahison, montrer qu'il est possible de vivre à distance et à l'extérieur du mensonge. C'est une tâche délicate qui sera d'autant plus difficile maintenant que le communisme politique a été renversé puisque les intellectuels auront des responsabilités et lorsqu'on a une responsabilité, on ne peut pas tout dire [...] Je ne connais pas la situation en Roumanie, elle est bien confuse de manière que personne ne puisse donner des conseils. Il faut dire que si la dissidence signifie la lutte contre le mensonge, alors elle n'est pas encore achevée [...] Ce qui est à l'opposé de la vie dans le mensonge, c'est la vie contre le mensonge⁹⁴. »

Établissant ce rapprochement entre la position de l'intellectuel dissident sous le communisme et la position de l'intellectuel dans le postcommunisme, André Glucksmann semble confirmer les idées de Gabriel Liiceanu qui lui répond :

« Je me sens très proche de ce que vous dites, parce que moi-même, je me suis confronté avant la révolution à ces problèmes [...] de pathologie de la société [...], j'ai écrit un texte sur ce sujet, c'est pourquoi je dis que je me sens très proche de vos idées. Je prépare à ce moment un texte sur cette idée parce que chez nous le problème de la maladie de la société est très actuel, évident. Je suis convaincu que le rôle de l'intellectuel, ici, de l'intellectuel de Roumanie, c'est de jouer le rôle du médecin de l'âme. Je suis parfaitement d'accord avec vous parce que le problème éthique est le plus important problème aujourd'hui en Roumanie parce que dans une société malade, le premier organe qui est affecté et qui doit être récupéré est l'organe éthique [...] C'est vrai ce que vous disiez, que le rôle du dissident roumain est encore actuel et nous en avons besoin parce que nous avons toujours eu besoin de cette dissidence⁹⁵. »

Les deux philosophes discutent du procès de Ceausescu et de l'emploi du terme de génocide pour traiter du communisme. Si les intellectuels, et plus précisément ceux au nom desquels Liiceanu semble parler, à savoir les membres du GDS, doivent entamer le « procès du communisme » ou le « procès de la société roumaine [pendant la période communiste] », les instruments de ce procès qui n'est pas un procès « juridique » ne sont pas précisés.

André Glucksmann : « quand les gens utilisent dans un cadre officiel [...] le terme de génocide, dans l'acte d'accusation de Ceausescu pour qualifier la mort de 60 000 de personnes – chiffre fausse d'ailleurs, mais cela n'a pas d'importance – il y a un mensonge dans la qualification même. Un génocide signifie l'extermination d'un peuple [...] Donc l'utilisation du mot dans ce

⁹⁴ 22, 15, le 27 avril 1990.

⁹⁵ *Ibid.*

cas devient un mensonge officiel. De la même manière, [...] l'idée même de qualifier en tant que procès l'exécution, très logique en fait, de Ceausescu. (J'ai été pour.) J'étais ici [à Bucarest] et j'ai vu qu'avec sa disparition, les luttes ont cessé, que c'était un acte de guerre qui, dans le déroulement des faits de guerre, il était en fait un acte de paix. Que l'on désigne comme procès bien qu'il n'ait évidemment pas été un procès [...] on ne peut même pas le nommer un procès de type staliniste⁹⁶. »

Gabriel Liiceanu : « c'est vrai, on a commencé avec un mensonge, avec le mensonge qui a été le procès de Ceausescu. Ce procès n'a pas encore été fait [...] un de vos collègues a suggéré qu'on fasse maintenant pour la première fois ce procès de Ceausescu [...] ce procès n'a pas été le procès d'un personnage désigné accidentellement Ceausescu, c'est précisément le procès de la société roumaine, du communisme même. Si nous ne faisons pas ce procès nous serons toujours malades [...] cela signifie que nous voulons regagner notre santé. Ce procès est le procès de la société entière, non seulement celui de Ceausescu. En ce qui concerne le terme de *génocide* [...] évidemment comme philologue, je suis d'accord avec vous, qu'il ne s'agit pas de génocide ; mais vous ne connaissez probablement pas [...] la situation historique de la Roumanie pendant les dernières années. Je ne plaide pas pour l'utilisation du terme de génocide mais je pourrais vous offrir quelques raisons pour son utilisation [...] nous tous nous avons eu l'impression que quelqu'un qui s'appelait Ceausescu et qui a été une force obscure, a voulu supprimer le peuple roumain [...] il y a eu tendance à commettre le génocide du peuple roumain [...] je crois que tous les fanatiques de type communiste ou fasciste sont capables de détruire un peuple pour réaliser une idée folle, pour ne pas dire stupide, mais pour la réalisation de cette idée on a toujours agi sans tenir compte des moyens, à la limite en tuant un peuple entier⁹⁷. »

André Glucksmann se plie aux idées de l'intellectuel roumain en proposant l'utilisation du terme de « génocide culturel » défini comme « destruction morale » ou « destruction mentale » tout en soutenant l'idée d'étudier le communisme pour établir si le terme de « génocide culturel » peut s'appliquer pour la période de Ceausescu surtout qu'« on peut distinguer des périodes et des périodes pendant le communisme » et que « le communisme est en même temps capable de s'attirer l'enthousiasme de la population⁹⁸ ».

En juin 1990, après l'échec des intellectuels aux élections⁹⁹, sont publiés d'autres extraits de ce dialogue auquel ont participé plusieurs membres du

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ A la date des premières élections postcommunistes (générales et présidentielles) on compte vingt-quatre formations politiques, créées à partir de janvier 1990. Des soixante et onze formations politiques qui participent aux premières élections, vingt-sept (Campeanu *et alii* 1991 : 95 ; Radu 2000 : 9 et 16) sont entrées au parlement dont neuf obtiennent un

GDS¹⁰⁰. Lors de cette discussion, les intellectuels roumains traduisent le projet du « procès du communisme » selon leurs dispositions et leurs attentes. Cinq membres du GDS participent à cet échange ainsi qu'un intellectuel qui se rapproche du GDS, Vladimir Tismaneanu, publié dans 22.

Sont également préoccupés à discuter du « procès du communisme » comme projet scientifique le philosophe logicien, Sorin Vieru, et le sociologue qui traite de la classe politique (investissant les « sciences politiques » en Roumanie avant son départ à l'étranger ainsi qu'aux États-Unis), Vladimir Tismaneanu. Ce dernier soutient qu'il y a eu une « restalinisation radicale après 1971 » et construit son argumentation en faveur de l'utilisation du terme de génocide sur la comparaison avec le nazisme. Il utilise comme synonymes des termes comme « tyrannicide », « génocide » ou « crime contre l'humanité ». Comme il le déclare, il parle en tant que politologue après avoir étudié la politique de Ceausescu et non pas comme témoin de la période, mentionnant que pendant la dernière période communiste il n'était pas en Roumanie, mais à l'appui de ses opinions, il invoque ses relations avec ses amis, restés en Roumanie :

mandat de député en tant qu'organisations des minorités nationales, leur entrée au parlement étant due précisément à ce statut. Trois autres formations politiques représentent des minorités nationales mais le nombre de voix qu'elles obtiennent dépasse le quotient électoral. La loi électorale de 1990 ne prévoit pas un seuil électoral. Le seul candidat indépendant ayant participé aux élections du 20 mai 1990 est entré lui aussi au parlement comme sénateur. Parmi les organisations qui participent aux élections du 20 mai 1990 on retrouve l'Association des anciens détenus politiques et des victimes de la dictature de Roumanie. Si on connaît le nombre des formations politiques qui ont déposé leurs listes des candidats et les voix obtenues par chacune, on ne connaît que le nombre de voix obtenues par tous les « autres candidats indépendants », c'est-à-dire le total des voix obtenues par les trois listes des candidats indépendants sur lesquelles on retrouve des membres fondateurs du GDS (voir *supra*). Il n'aurait existé donc officiellement aucune « liste de candidats indépendants » mais des « candidats indépendants », « autres » que celui qui s'est présenté en nom propre aux élections, comme « candidat indépendant », car on ne présente pas le nombre de voix obtenues par chaque liste. Les « autres » candidats, à savoir les trois listes des candidats ont recueilli : 256656 voix obtenues soit 1,87% des voix exprimées à l'Assemblée des députés et 391781 voix obtenues soit 2,81% des voix exprimées au Sénat à l'échelle nationale (cf. au procès-verbal des résultats des élections du 20 mai 1990, émis par le Bureau électoral central, publié dans *Monitorul Oficial al Romaniei*, 81, le 8 juin 1990). La première analyse des résultats des premières élections postcommunistes est cosignée par un membre fondateur du GDS, sociologue de la période communiste. Dans cette analyse on considère aussi les résultats des sondages d'opinion « effectués par le GDS » (Campeanu, Combes et Berindei 1991 : 94-95, 128).

¹⁰⁰ 22, 21, le 8 juin 1990. Les élections parlementaires et présidentielles ont lieu au même moment, le 20 mai 1990. Le Front du Salut national (FSN), constitué en parti politique le 6 février 1990, s'impose. Le FSN obtient 66,31% des voix exprimées à l'Assemblée des députés et 67,02% des voix exprimées au Sénat. Sur le régime politique postcommuniste, les partis politiques et les scrutins postcommunistes, notamment sur les résultats des élections du 20 mai 1990, voir Radu 2000 : 252 et 346-348 ; Preda 2005 ; Preda et Soare 2008 : 28, 103 et 123 ; Radu 2012 : 75-92.

« Ceausescu préparait le génocide du peuple roumain [...] à partir de '82-'83 [...] la ligne désirée par Ceausescu [était] la préparation systématique et consciente de l'Holocauste du peuple roumain [...] je vois un système entier qui se proposait d'éliminer le peuple roumain. L'idée de reprendre le procès de Ceausescu me paraît formidable¹⁰¹ ».

Le philosophe Sorin Vieru soutient l'idée d'un « procès de la société roumaine » vu comme analyse de « l'histoire et [de] la société roumaine » pour comprendre « l'attitude très coopérante avec le communisme » et le « comportement social [...] aberrant » en dépit du fait que, selon lui, « les Roumains sont le peuple le plus anticommuniste de toute l'Europe de l'Est » et d'une « société anticommuniste ». A l'inverse de Vladimir Tismaneanu, Sorin Vieru soutient que pendant le régime communiste, en Roumanie, il y a eu une déstalinisation puisque « la vitrine libérale du régime a bien fonctionné cinq – dix années »¹⁰².

Préoccupé par la croyance dans le communisme, Andrei Cornea, philologue et historien de l'art, formé à l'« école de Paltinis », disciple du philosophe Constantin Noica, se souvient de « l'enthousiasme réel de la population en 1968 » pour Ceausescu et « du capital de popularité » obtenu par le dirigeant communiste qui s'est fondé, selon lui, sur « le nationalisme et l'antirussisme », et mentionne « l'appui occidental » reçu par le régime. Il procède à la comparaison entre les « deux totalitarismes du XX^e siècle – le fascisme et le communisme » pour montrer que le communisme « est plus dangereux puisque plus perfide et plus subtile » :

« il a su, par exemple, pendant des décennies, tromper les intellectuels français [...] pendant que le fascisme a eu une vie beaucoup plus courte. Voilà pour quoi il faut faire le procès de Ceausescu, il faut faire le procès du communisme, il faut faire le procès de la pensée marxiste. Où [il faut] s'arrêter ?¹⁰³ ».

Sorin Marculescu, éditeur et traducteur chez Cartea Romaneasca [Le Livre roumain]¹⁰⁴, soutient l'idée d'un « procès public du communisme » et d'une « analyse qui ne doit pas être limitée [...] [à] Ceausescu ou [à] Lénine » mais qui doit être menée « jusqu'à Marx » pour démontrer les « déformations du communisme ». Selon lui, le communisme « n'a pas bénéficié de quelque enthousiasme de masse ». Et à l'appui de ses affirmations, il invoque les expériences faites par des victimes du régime communiste, à savoir les détenus politiques :

¹⁰¹ 22, 21, le 8 juin 1990.

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Sorin Marculescu a édité les deux livres de Gabriel Liiceanu, parus dans les années 1980, sur son expérience en tant que disciple du philosophe Constantin Noica (voir *supra*). Sorin Marculescu intègre le GDS en janvier 1990.

« une installation du terrorisme [...], à l'ombre des tanks soviétiques [...] Il s'agit d'un génocide culturel [...] mais aussi d'un génocide politique. Les 60 000 victimes – une chiffre sans base – sont seulement une partie du nombre total des victimes [...] L'opposition entière a été emprisonnée [...] même libérés, les gens sont restés des victimes. Les anciens détenus ont droit de parler de génocide¹⁰⁵ ».

Sorin Marculescu et Gabriel Liiceanu reprennent à leur compte la perspective des victimes du régime pour fonder leurs prises de position en faveur d'un « procès du communisme » en invoquant leur non-appartenance au parti communiste.

Stelian Tanase, ayant une formation en philosophie, débutant comme écrivain en 1982, est un des initiateurs de la lettre de protestation réunissant en décembre 1989 de jeunes intellectuels, scientifiques et plusieurs écrivains marginaux¹⁰⁶, rédacteur en chef de *22* depuis sa création et jusqu'à l'automne 1990 et aspirant au statut de politique (candidat aux premières élections post-communistes), est plus intéressé par l'actualité politique que par le passé :

« en Roumanie on est en présence d'une situation paradoxale : un communisme qui n'a plus de parti communiste [...] en Roumanie, nous n'avons pas de force communiste visible, un parti, un appareil, mais seulement ses structures, qui se trouvent partout dans le corps social [...] puisque le communisme roumain n'est pas visible, il peut se dissimuler¹⁰⁷ ».

Si André Glucksmann défend l'idée d'un « auto-procès de l'intellectuel » dont des dissidents notoires (Soljenitsyne ou Havel) ont déjà discuté, le philosophe Gabriel Liiceanu est préoccupé par les moyens dont disposent les intellectuels pour parvenir à se faire procurer l'adhésion pour leur jugement sur le communisme.

« il y a des gens du pouvoir qui sont restés communistes dans leur pensée, dans leur profondeur. Ils n'ont pas connu la chute : [Silviu] Brucan¹⁰⁸, [Ion]

¹⁰⁵ *22*, 21, le 8 juin 1990.

¹⁰⁶ Il s'agit de la « lettre des dix-huit intellectuels », rassemblant de jeunes scientifiques et des écrivains, plus ou moins connus, qui suit la « lettre des sept intellectuels », réunissant des auteurs consacrés et notoires de la période communiste. La « lettre des dix-huit intellectuels », celle à laquelle on se réfère comme la « lettre des jeunes », était destinée à la direction de l'Union des écrivains, tout comme la précédente, qui fut l'œuvre des auteurs notoires. La protestation des « jeunes », plus connue comme la « lettre des dix-huit intellectuels », est annoncée à Radio Free Europe le 13 décembre 1989 (Lovinescu 1995 : 238-239 ; Tanase 2002 : 181-195). Neuf signataires de cette lettre vont se retrouver dans le GDS en tant que membres fondateurs.

¹⁰⁷ *22*, 21, le 8 juin 1990.

¹⁰⁸ Membre du mouvement communiste illégaliste, secrétaire de rédaction et ensuite rédacteur en chef du quotidien, *Scanteia* [L'Étincelle], du parti communiste, ambassadeur à Washington (1955-1959) et ensuite à l'ONU (1959-1962), vice-président de la Télévision roumaine,

Iliescu n'ont pas encore fait un acte de croyance en général, de témoignage de leur option idéologique, ils n'ont pas parlé de la ruine du communisme en général. C'est pourquoi en Roumanie à présent, les intellectuels éprouvent la crainte de la dissimulation [...] Nous sommes confrontés à un problème : que peuvent faire les intellectuels roumains face à ce capital d'ignorance des masses populaires [...] nous sommes confrontés à l'ignorance du peuple qui ne sait rien sur la démocratie [...] Nous sommes conscients que la lutte sera dure et je n'éprouve pas l'espérance qu'on pourra vaincre ce capital fantastique d'ignorance¹⁰⁹ » (22, 21, 1990).

La conversion des membres de la nomenklatura et la préoccupation pour l'éducation des masses sont parmi ses thèmes privilégiés¹¹⁰.

Tous les participants à cet échange, à une seule exception près, semblent être d'accord sur l'emploi du terme de génocide. Sorin Vieru seul soutient que « le terme tient d'une rhétorique » et qu'il s'agit là « d'une manière d'exagération ou de diminution d'un phénomène » :

« chez vous [en France] fréquemment on compare des phénomènes divers avec le fascisme [...] de toute façon, il est question d'une instigation au suicide collectif – syntagme plus adéquat que celui de génocide [...] La société et les intellectuels ont manifesté fréquemment une inconsistance suicidaire¹¹¹ ».

Liiceanu refuse en 1990 les qualifications que les intellectuels dont il se fait le porte-parole reçoivent de la part des intellectuels marxistes de l'étranger ou des dissidents issus de la nomenklatura et politiques de l'après 1989¹¹² :

Silviu Brucan est un des signataires d'une lettre de protestation contre le gouvernement de Ceausescu, diffusée par les médias étrangers en mars 1989. Cette protestation est l'œuvre de cinq autres anciens militants communistes, connue sous le nom de la « lettre des six ». Voir Brucan 1992 : 178-208 ; Betea 2008. Sur la « lettre des six », voir Deletant 1998 : 257-261 ; Petrescu 2005 : 355-384.

¹⁰⁹ 22, 21, le 8 juin 1990.

¹¹⁰ Fort de sa reconnaissance acquise avant 1989 et de sa notoriété obtenue dans les années 1980 (se faisant connaître et reconnaître dans divers milieux intellectuels en « héritier » du philosophe Constantin Noica et de son « école de Paltinis »), notoriété renforcée après 1989 par le biais des médias publics et dans les pages de 22, Gabriel Liiceanu dénonce les résultats des élections qui attestent l'échec des intellectuels, candidats indépendants, aux premières élections (de mai 1990), en mentionnant le retard avec lequel les résultats sont publiés (voir *supra*). Selon Liiceanu, les médias sont responsables de cet échec, à savoir la télévision, qui a contribué à la prolifération des « réflexes [...] d'une société malade » et ne s'est pas préoccupée de développer un « programme [...] d'éducation pour la démocratie », faute de quoi, le « programme de réformes radicales » resterait sans effets face aux « mentalités de masse non-réformées » (Entretien avec Gabriel Liiceanu dans *Flacara*, août 1991, repris dans Liiceanu 2005 : 180).

¹¹¹ 22, 21, le 8 juin 1990.

¹¹² C'est devant et contre des intellectuels de l'étranger que les membres du GDS vont refuser de se définir « de droite » durant les deux premières années d'existence du GDS. Le clivage traditionnel gauche-droite n'est alors ni discuté ni invoqué en parlant de l'espace politique.

« Deuxième problème est d'une autre nature : Monsieur [Silviu] Brucan nous a dit la chose suivante : notre revue est de droite. Pourquoi ? Parce qu'on critique les communistes. Si notre discussion était télévisée vous seriez qualifié de champion de la pensée de droite. De même, quelque temps avant, quand nous sommes allés en Italie, les intellectuels marxistes avec lesquels nous avons discuté nous ont considéré de droite¹¹³ ».

Le refus de se définir « de droite »¹¹⁴ doit être appréhendé en lien avec leur « attitude morale »¹¹⁵. Dans leur souci de se démarquer de ceux qu'ils critiquent, des politiques et surtout du pouvoir en place, certains membres du GDS justifient l'occupation des postes dans des structures politiques en se référant à leurs compétences et en parlant de leur rôle marginal dans de telles structures. Et ils invoquent « l'attitude morale » pour caractériser leur intérêt porté au politique. Ils sont caractérisés par les autres (dont des intellectuels se rapprochant du pouvoir en place) comme « apolitiques »¹¹⁶ tout comme se déclarent des organisations civiques constituées à l'initiative des intellectuels (comme l'AC). D'autres intellectuels du GDS parlent au nom de la « société civile »¹¹⁷. La notion de « société civile » est utilisée en désignant une sphère où les intellectuels composent et construisent, en revendiquant leur autonomie, leur propre domaine d'autorité pour s'opposer à la sphère de l'État et surtout à ceux qui sont de nouveaux politiques et des politiques au pouvoir. Et même en jouant le jeu politique ils se présentent en représentants de la « société civile »¹¹⁸. Si l'apolitique peut être revendiquée avec succès (comme cela ressort des qualifications qu'ils reçoivent

¹¹³ 22, 21, le 8 juin 1990.

¹¹⁴ Il ne pourrait pas être compris par le seul souci de ne pas être confondus avec la droite de l'entre-deux-guerres, comme cela ressort de certains propos (Andrei Pippidi, « Une droite, deux, combien ? », 22, 71, le 31 mai 1991). Notons que, fait tout aussi significatif, les catégories de « droite » et de « gauche » sont alors utilisées pour disqualifier des adversaires politiques.

¹¹⁵ Rétrospectivement, Andrei Pippidi se déclare « apolitique » dans la période communiste, comme citoyen n'ayant pas adhéré au PCR, ne se sentant pas représenté et n'ayant pas les possibilités de s'exprimer sur la politique. Après 1989, devant les jugements d'autres citoyens, associant l'idée de « faire de la politique » au désir de pouvoir, Andrei Pippidi se situe parmi les citoyens désignés collectivement « la troisième force [...] entre la [...] direction du pays et l'opposition enrôlée dans les partis [...], l'électorat ». Et il décrit la posture qu'il prétend : « la préparation de l'opinion publique a besoin de l'indépendance totale des débats où l'attitude morale même reçoit des implications politiques. En ce sens, et seulement en ce sens, celui qui signe les lignes qui se retrouvent ci-dessus, "fait de la politique". Si d'autres feraient de même ! » (22, 8, le 9 mars 1990).

¹¹⁶ 22, 66 le 26 avril 1991.

¹¹⁷ Ce sont surtout les plus jeunes membres du GDS, encore peu connus, et leurs proches, anciens collègues ou amis de la période postcommuniste, auteurs de la période communiste, ayant une formation en philosophie ou en sociologie, qui parlent de la « société civile » et au nom de celle-là et s'intéressent aux mouvements dissidents d'Europe centrale (Vladimir Tismaneanu, Stelian Tanase).

¹¹⁸ Le parti (né) de l'Alliance civique (PAC) présente au moment de sa création, le 1^{er} août 1991, le même programme que cette dernière organisation civique. Sur la naissance du PAC, voir Pavel et Huiu 2003 : 69 et 82-83.

de la part de certains intellectuels) c'est que, en tant que membres d'un groupement qui se construit la position comme force d'opposition, critique à l'égard du pouvoir, ils peuvent exercer à la fois des activités qui appartiennent à l'expert ou à l'intellectuel des organisations, qui revendiquent à leur tour une place dans la « société civile » et leur rôle dans la (re)naissance de la société civile tout en se posant en opposition « civique » aux politiques en place¹¹⁹.

La manière dont ce projet est défini, « procès historique, moral, métaphysique » permet d'être traduit de diverses façons, selon les dispositions de ceux qui l'invoquent¹²⁰. Le « procès du communisme » reçoit l'adhésion de la plupart des membres du GDS¹²¹, des rédacteurs de 22 mais aussi des collaborateurs de cette publication. Il sera invoqué et devient l'enjeu de la lutte devant et contre les politiques considérés appartenant au courant du « néocommunisme », mais aussi dans le champ intellectuel. Selon les buts et les demandes du moment, il sera proposé comme projet intellectuel ou comme projet politique. Le projet sera invoqué et recevra de nombreuses traductions en fonction de la position de celui qui le soutient et selon les enjeux du moment. Bien que soutenu de manière constante par les intellectuels « esthètes » de la période communiste tout comme par des opposants et certains dissidents du régime, le « procès du communisme » est présenté en tant que « projet scientifique » au moment où les intellectuels ne participent pas directement aux luttes politiques. Les intellectuels les plus intéressés à l'analyse du communisme au début des années 1990 et au « procès du communisme » sont dans la plupart des cas des intellectuels qui ne peuvent pas revendiquer leur appartenance à la dissidence ou à la dissidence intellectuelle. Certains s'approprient le projet d'un « procès du communisme » en établissant la correspondance entre analyse et « procès » du communisme. Les plus aînés, représentants de la « culture humaniste » (essayistes, écrivains ou artistes), s'appuyant sur le capital symbolique accumulé sous le communisme recourent à la mémoire individuelle ou collective pour fonder leur légitimité à produire le discours sur le monde politique postcommuniste et parviennent à renforcer leur position après la chute du communisme ou à se faire reconnaître après 1989 comme figures

¹¹⁹ Si certains intellectuels les qualifient d'« apolitiques », d'autres intellectuels regardent avec méfiance leur participation au jeu politique. Ces derniers soutiennent la séparation entre culture (mais plus précisément littérature) et politique tout en se rapprochant des politiques en place, constituant leur lieu de rencontre entre des intellectuels (qui ont acquis leur consécration avant 1989 et dont la majorité sont des universitaires de la période communiste) et des politiques, membres des partis constitués au début des années 1990, par la création d'un autre groupement d'intellectuels, la Société de demain.

¹²⁰ Entretien de Liviu Papadima avec Gabriel Liiceanu dans *Vineri*, 9, juillet 1998, repris dans Liiceanu 2005 : 210-218 (« La pédagogie de la haine »).

¹²¹ Les membres fondateurs sont au nombre de 34. Entre le moment de la création (fin décembre 1989) et fin 2009, le GDS compte un nombre de 84 personnes (membres fondateurs et membres cooptés entre 1990 et 2009, sans considérer les variations du nombre des membres du GDS à travers le temps, à savoir les (auto)exclusions, etc.).

publiques intervenant dans le monde politique. Le recours à la mémoire individuelle ou collective est, dans ces cas-là, le fondement du discours sur le communisme. Ainsi plusieurs intellectuels qui se sont fait connaître et reconnaître avant 1989 mais aussi les plus jeunes, auteurs de la période communiste ou prétendants au statut d'intellectuel après 1989, font usage de l'autobiographie pour traiter du communisme ou des rapports de force qui se dessinent dans le champ intellectuel postcommuniste.

Notons cependant que tous les membres du GDS n'adhèrent pas aux prises de position politiques de Gabriel Liiceanu, que beaucoup reconnaissent comme porte-parole du GDS. Ils ne semblent pas s'intéresser aux mêmes sujets¹²². Tous ne se reconnaissent pas dans ce qui deviendra le projet du GDS ou, rétrospectivement, ils récusent de voir dans « l'anticommunisme » la vision commune et dans les « valeurs d'ordre général » autour desquelles le GDS s'est mobilisé, selon d'autres intellectuels, le projet du GDS¹²³. Considérant d'une toute autre manière les priorités du moment, leurs critiques formulées à l'encontre de ce projet porteront dans un premier temps sur le langage adopté¹²⁴. En dépit de cela, ils seront perçus comme s'associant à ce projet¹²⁵. Et vu le succès et l'acceptation de ce projet, le procès du communisme, par et dans les milieux intellectuels, auquel un bon nombre d'intellectuels participent

¹²² Dans le premier numéro de 22, sur la même page que l'« appel aux canailles » de Gabriel Liiceanu et un texte sur les intellectuels et leur apport à l'opposition durant le régime communiste (en réponse au discours tenu par un ancien haut dignitaire communiste et intellectuel, Ion Gheorghe Maurer), signé par Alexandru Paleologu, est publié le texte d'un autre membre fondateur du GDS, le philosophe logicien, Sorin Vieru, parlant « de la charité ». La charité est opposée à la « malveillance générale » entretenue par les mentalités de l'ancien régime. C'est « une forme et un signe de la solidarité sociale [...], une forme de la bienveillance et de protestation contre la malveillance générale ». Selon l'auteur, la charité, « une conséquence résultant du postulat de la solidarité sociale [...] est une forme de l'équité [...] La solidarité est une valeur primordiale, une vraie pierre angulaire de la société civile que l'on veut faire renaître [...] La charité ne peut se substituer à la réforme économique, la purification morale [...] l'efficacité des structures, la régénération de la société civile [...] La charité ne peut pas se substituer à l'assistance sociale initiée par l'État, mais elle peut s'y allier » (22, 1, le 20 janvier 1990).

¹²³ Comment cela ressort aussi des affirmations rétrospectives de membres du GDS, cooptés au milieu respectivement des années 1990 et des années 2000, ayant le même âge, auteurs de la période postcommuniste.

¹²⁴ Dans un éditorial présenté sous l'intitulé « Témoins et non pas juges » (22, 54, le 1^{er} février 1991), l'historien Andrei Pippidi, alors membre du comité directeur du GDS, s'exprime contre le « recours à la morale, caractéristique des démocrates conservateurs » et pour la formulation des « idéaux moins abstraits » : « Le respect de la vérité, par exemple, n'est pas seulement un problème moral, mais un problème politique [...] Donc, la critique morale est naïve et, par son involontaire arrogance, dangereuse. Il n'existe pas, entre “médecin” et “malade”, l'égalité sur laquelle est fondé le dialogue. En demandant les choses au nom du réalisme le plus pragmatique, nous avons quelque chance d'être écoutés ».

¹²⁵ Les dénis ou les critiques de ce projet manquent dans les années 1990. Plutôt rares, des critiques « légitimes » ne seront formulées que dans les années 2000 et elles porteront sur des idées qui s'imposent et sur des idées qui sous-tendent ce projet.

surtout dans 22, plusieurs pourront tirer profit surtout symboliquement de leur appartenance au GDS : l'appartenance au premier groupe d'intellectuels constitué après 1989 leur procurent les moyens pour renforcer leur position, se faire connaître et s'investir dans des activités nouvelles (journalisme, télévision, sondage, fondation, éditions et politique).

*Stratégies identitaires et légitimation de l'engagement
au nom des valeurs intellectuelles. En guise de conclusion*

En l'absence d'une vision commune sur la politique à laquelle ils peuvent faire référence après la chute du communisme, devant les détenteurs du pouvoir ayant un capital politique et avec lesquels ils ne partagent ni vision ni expériences, certains intellectuels autonomistes d'avant 1989 se mobilisent contre les politiques de l'après 1989 au nom de la morale. C'est-à-dire en renforçant le capital moral acquis par certains membres fondateurs et en procédant à une réévaluation de leur capital culturel acquis sous le communisme.

Dans les essais et les travaux scientifiques qui traitent des intellectuels et/ou des politiques on mentionne souvent des conflits idéologiques, l'existence des deux camps ou bien l'opposition « anticommunisme-néocommunisme », et surtout lorsqu'on discute des agents politiques. Cette représentation de l'espace politique est l'œuvre de ceux qui se situent du côté des intellectuels tenants de « l'anticommunisme ». Cette division, ce qui a été désigné comme le « clivage anticommunisme-néocommunisme¹²⁶ » et, plus tard, comme « la tension néocommuniste-anticommunisme¹²⁷ », qui s'impose dans le champ intellectuel dans les années 1990, comme catégorie construite qui traverse le champ intellectuel, est le résultat des ajustements successifs au contexte politique après 1989 par les intellectuels qui, préoccupés par la politique après 1989, sont conduits à se (re)définir face à l'ouverture de l'espace politique. Car les intellectuels déployant des activités intellectuelles des plus diverses (comme journalistes-écrivains, écrivains, scientifiques ou universitaires) participent dans bien des cas à la constitution du champ politique après 1989.

Faute d'une vision politique relativement unitaire ou d'une réflexion sur les questions politiques chez la plupart des intellectuels du GDS formés sous le communisme, et plus largement chez les intellectuels du pôle de « l'anticommunisme », à savoir d'une réflexion sur les questions politiques avant 1989, les intellectuels formés sous le communisme les plus prétendants (à une position dans le champ intellectuel et/ou dans le champ politique) mais aussi des représentants de la culture humaniste s'engagent au nom des valeurs intellectuelles.

¹²⁶ De Waele 2002.

¹²⁷ Preda et Soare 2008 : 143-152.

Quand le « procès du communisme » ne peut plus être invoqué, comme but de leurs prises de position, pour soutenir ou défendre certains intellectuels, membres du GDS, le recours à l'anticommunisme est remplacé par la morale. Le moment de ce remplacement, opéré par ceux qui participent à la construction et à l'imposition de « l'anticommunisme », varie en fonction des agents, de leur position et du capital qu'ils peuvent mobiliser, et des enjeux du moment. Quand il s'agit des politiques qui ont été membres du PCR et notamment de ceux qui entrent en politique à la faveur du soutien des intellectuels « anticommunistes », on invoque la morale. Mais aussi lorsque les intellectuels du GDS se disputent une position. Le recours au discours sur la morale est une des stratégies les plus connues et reconnues de montrer leur distance par rapport aux détenteurs du pouvoir installé après 1989 grâce à leur capital politique et à leurs relations avec la nomenklatura politique. Ceux qui tendent à fonder leur discours sur la morale sont de ceux qui ont soutenu l'idée d'une séparation entre la culture et la politique avant 1989.

L'entrée dans le champ politique entraîne, dans les rhétoriques de justification de l'engagement, l'invocation d'une compétence ou de leur travail mené dans le cadre des institutions politiques intervenant dans le domaine de la culture. La compétence alors (au début des années 1990) invoquée par des politiques au pouvoir est aussi par la suite (dès qu'ils composent des organisations politiques ou en parlant de leur activité proprement politique) invoquée par les intellectuels, participants au jeu politique comme concurrents (individuellement ou collectivement) des acteurs politiques apparus au tout début des années 1990.

Le « projet » du « procès du communisme » mobilise ces intellectuels. En construisant une identité commune ayant à sa base ce projet, ils se définissent en tant qu'« apolitiques ». Par le recours à la morale et l'« attitude morale », dans le contexte de la politisation des enjeux proprement intellectuels après la chute du régime communiste, ils peuvent reconvertir le capital spécifique (littéraire, scientifique, etc.) en capital moral pour se démarquer de la classe politique communiste mais aussi des politiques postcommunistes (y inclus certains intellectuels entrés en politique après 1989). Invoquée et soutenue par leur journalisme, l'« attitude morale » permet à ceux qui, tout en étant intéressés à occuper des postes dans les institutions politiques à vocation culturelle, désirent montrer leur proximité avec les intellectuels représentants de la « société civile » et pouvoir agir en tant qu'intellectuels en montrant leur inappétence pour le pouvoir. En prenant appui sur le capital moral qu'ils cumulent en tant que collectif, les intellectuels anticommunistes, membres du GDS, peuvent proposer les termes et le but du « procès du communisme ». Le passage à la politique conduit à investir le capital moral et le capital symbolique (acquis dans un champ spécifique) dans la construction d'une identité politique, à savoir l'« anticommunisme », contre les nouveaux détenteurs du pouvoir, installés en décembre 1989.

Le « procès du communisme » reçoit divers sens en fonction de l'évolution de la position des intellectuels du GDS dans le champ intellectuel et des relations que le GDS entretient avec les acteurs politiques. A travers le temps, en fonction des enjeux politiques et des intérêts spécifiques, il peut légitimer divers engagements en fonction du capital symbolique et de l'activité menée. Il sera proposé comme projet intellectuel ou comme projet politique. Le projet sera invoqué et recevra de nombreuses traductions en fonction de la position de celui qui le soutient, selon les attentes du public et notamment les enjeux du moment.

Bibliographie :

- Artières, Philippe et Kalifa Dominique. 2002. L'historien et les archives personnelles : pas à pas. *Sociétés & Représentations* 13 : 7-15
- Artières, Ph., Farge, A., Laborie, P. 2002. Témoignage et récit historique. *Sociétés & Représentations* 13 : 201-206.
- Barbu, Daniel. 1999. *Republica absentă. Politică și societate în România postcomunistă* [La République absente. Politique et société dans la Roumanie postcommuniste]. Bucarest : Nemira
- Berindei, M., Combes, A. et Planche, A. 1991. *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*. Paris : La Découverte. Éd. roumaine 1991, 2^e édition révisée, 2006.
- Betea, Lavinia (entretiens avec), Alexandru Barladeanu, Ion Gheorghe Maurer, Corneliu Manescu. 2008. *Partea lor de adevăr* [Leur part de vérité], Bucarest : Compania
- Bevort, Antoine et Lallement, Michel, dir. 2006. *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris : La Découverte/M.A.U.S.S.
- Bourdieu, Pierre. [1994] 1996. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.
- Bourdieu, Pierre. 1980. Le capital social. *Actes de la recherche en sciences sociales* 31 : 2-3.
- Bourdieu, Pierre. 2000. *Propos sur le champ politique* (avec une introduction de Philippe Fritsch). Lyon : Presses universitaires de Lyon. Traduction roumaine 2012.
- Brucan, Silviu. 1992. *Generația irosită. Memorii* [La génération galvaudée. Mémoires], Bucarest : Univers & Calistrat Hogas.
- Campeanu, P., Combes, A., Berindei, M. 1991. *România înainte și după 20 mai* [La Roumanie avant et après 20 mai]. Bucarest : Humanitas.
- Cesereanu, Ruxandra. 2004. *Decembrie '89. Deconstructia unei revoluții* [Décembre 1989. La déconstruction d'une révolution]. Iasi : Polirom.
- Charle, Christophe. 1990. *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*. Paris : Minuit.
- Cornea, Doina et Palade, Rodica. 1999. *Fata nevăzută a lucrurilor (1990-1999)* [Le visage inconnu des choses]. Cluj : Dacia.
- De Waele, Jean-Michel. 2002. Consolidation démocratique, partis et clivages en Europe Centrale et Orientale. In *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et*

- orientale*, éd. Jean-Michel De Waele, 145-160. Bruxelles : Éditions de l'Université Libre de Bruxelles
- Deletant, Dennis. 1998. *Ceausescu si Securitatea. Constrangere si disidenta in Romania anilor 1965-1989* [*Ceausescu and the Securitate. Coercion and Dissent in Romania, 1965-1989*]. Bucarest : Humanitas. Édition anglaise 1995.
- Dubois, Jacques et Durand, Pascal. 1988. « Champ littéraire et classes de textes ». *Littérature* 70 : 5-23
- Durandin, Catherine. 1992. A la poursuite de l'histoire en Roumanie depuis 1989. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 36 : 61-70.
- Gussi, Alexandru. 2002. Construction et usages politique d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest. *Studia Politica. Romanian Political Science Review* I 4 : 1057-1091
- Halbwachs, Maurice. 1997. *La Mémoire collective*. Paris : Albin Michel. 1^{ère} éd. : 1950.
- Ionescu, Alexandra. 2007. *Du Parti-État à l'État des partis. Nature et fonctions des partis politiques postcommunistes en Roumanie*. Thèse de sciences politiques. Paris : Institut d'Études Politiques.
- Lejeune, Philippe. 1975. *Le Pacte autobiographique*. Paris : Seuil
- Liiceanu, Gabriel. [1983] 2008. *Jurnalul de la Paltinis. Un model paideic in cultura umanista* [*Le Journal de Paltinis*]. Bucarest : Humanitas. Édition fr. 1998.
- Liiceanu, Gabriel. [1987] 2008. *Epistolar* [Épistolaire]. Bucarest : Humanitas.
- Liiceanu, Gabriel. [1992] 2005. *Apel catre lichele* [Appel aux canailles]. Bucarest : Humanitas.
- Liiceanu, Gabriel. 2002. *Usa interzisa* [L'huis interdit]. Bucarest : Humanitas.
- Lovinescu, Monica. 1995. *Pragull/Unde scurte V* [Le seuil/Ondes courtes V]. Bucarest : Humanitas.
- Marino, Adrian. 1996. *Politica si cultura. Pentru o noua cultura romana* [Politique et culture. Pour une nouvelle culture roumaine]. Iasi : Polirom,
- Matonti, Frédérique et Sapiro, Gisèle. 2009. L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives. *Actes de la recherches en sciences sociales* 176-177 : 5-7.
- Oprea, Nicolae et Vlasie, Calin. 2000. *Literatura romana postbelica intre impostura si adevar* [La littérature roumaine de l'après-guerre entre imposture et vérité]. Pitesti : Paralela 45
- Pavel, Dan et Huiu, Iulia. 2003. *Nu putem reusi decat impreuna. O istorie analitica a Conventiei Democratice, 1989-2000* [Nous ne pouvons réussir qu'ensemble. Une histoire analytique de la Convention Démocratique]. Iasi: Polirom.
- Petrescu, Cristina. 2005. The 'Letter of the Six'. On the political (sub)culture of the Romanian communist elite. *Studia Politica. Romanian Political Science Review* V (2): 355-384.
- Plesu, A., Roman, P. et Stefoi, E. 2002. *Transformari, inertii, dezordini. 22 luni dupa 22 decembrie 1989* [Transformations, inerties, désordres. 22 mois après 22 décembre 1989]. Iasi : Polirom
- Preda, Cristian. 2005. *Partide si alegeri in Romania postcomunista : 1989-2004* [Partis politiques et élections dans la Roumanie postcommuniste] Bucarest : Nemira
- Preda, Cristian et Soare, Sorina. 2008. *Regimul, partidele si sistemul politic din Romania* [Le Régime, les partis et le système politique roumain]. Bucarest : Nemira
- Radu, Alexandru. 2000. *Nevoia schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Romania* [Le besoin de changement. Une décennie d'un régime multipartite en Roumanie].

- Bucarest : « Ion Cristoiu ».
- Radu, Alexandru. 20012. *Politica intre proportionalism si majoritarism. Alegeri si sistem electoral in Romania postcomunista* [La politique entre système proportionnel et système majoritaire en Roumanie postcommuniste]. Iasi : Institutul european.
- Sapiro, Gisèle. 2009. Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français. *Actes de la recherche en sciences sociales* 176-177 : 9-31
- Serry, Hervé. 2001. La littérature pour faire et défaire les groupes. *Sociétés Contemporaines* 44 : 5-14.
- Siani-Davies, Peter. 2006. *Revolutia romana din decembrie 1989* [*The Romanian Revolution of December 1989*]. Bucarest : Humanitas. Éd. américaine 2005.
- Stefanescu, Domnica. 2011. *11 ani din istoria Romaniei : decembrie 1989-decembrie 2000. O cronologie a evenimentelor* [Onze années d'histoire de la Roumanie. Une chronologie]. Bucarest: Masina de Scris.
- Tanase, Stelian. 2002. *Acasa se vorbeste in soapta. Dosar & Jurnal din anii tarzii ai dictaturii* [A la maison on parle à voix basse. Dossier & Journal des dernières années de la dictature]. Bucarest : Compania.
- Collection 22. *Publicatie saptamanala editata de Grupul pentru dialog social* [Hebdomadaire édité par le Groupe pour le dialogue social], janvier 1990 - décembre 1991
- Collection *Monitorul Oficial al Romaniei* [Le Journal officiel de la Roumanie], 1ère partie, décembre-juin 1990.